

UNIVERSITÉ PALACKÝ D'OLOMOUC
Faculté des Lettres
Département des langues romanes

Organisation sans but lucratif Krása pomoci et sa position dans l'économie et dans la société

Non profit organisation Krása pomoci and its position in the economy and society

Mémoire de licence

Auteur: Kristýna Belejová
Directeur de mémoire: Mgr. et Mgr. Martin Marek

Olomouc 2018

Déclaration:

Je, soussignée, Kristýna Belejová, déclare que le présent mémoire de licence sur le thème «*Organisation sans but lucratif Krása pomoci et sa position dans l'économie et dans la société*» est le résultat de mon propre travail sous la surveillance de mon directeur de mémoire et que toutes les ressources utilisées sont citées.

À Olomouc, le

.....

Remerciement:

Je voudrais remercier Mgr. et Mgr. Martin Marek qui a dirigé mon travail et de m'a donné précieux conseils qui m'ont aidé à compléter mon travail. Je voudrais remercier aussi la fondation Krása pomoci qui m'a donnée les informations importantes pour mon mémoire de licence.

Contenu

Contenu.....	4
Introduction.....	6
I Les organisations sans but lucratif	9
I.1 Le secteur privé sans but lucratif	9
I.2 Délimitation du terme les organisations sans but lucratif.....	10
I.3 Les signes des organisations sans but lucratif	11
I.4 La division des organisations sans but lucratif	12
I.4.1 Les organisations sans but lucratif d'État	12
I.5 Les organisations sans but lucratif non gouvernementales.....	13
I.5.1 La division des organisations sans but lucratif non gouvernementales	13
I.6 Autres organisations dans le secteur sans but lucratif non - gouvernementale	16
I.6.1 L'association civique	16
I.6.2 Les Associations.....	17
I.6.3 La société bénéfique.....	20
I.6.4 l'Église	21
I.6.5 Les partis politiques	22
I.6.6 Les écoles supérieures publiques	22
I.6.7 Les instituts	23
II La motivation de la création et les problèmes des organisations sans but lucratif	25
II.1 Les raisons de la création des organisations sans but lucratif	25
II.1.1 L'optimum du consommateur	25
II.1.2 La défaillance du marché - les informations imparfaites.....	26
II.1.3 Les causes et conséquences des échecs de l'État	29
II.1.4 L'essence de l'échec de l'État	31
II.2 Le rôle des organisations sans but lucratif pendant les défaillances du marché	34
II.3 Le rôle des organisations sans but lucratif pendant l'échec d'État.....	36
Résumé:	38
II.4 Les problèmes des organisations sans but lucratif	39
II.4.1 Les problèmes concernés par les changements dans la loi	39
II.4.2 Problèmes dans le domaine de la taxe su la valeur ajoutée	40
II.4.3 Les problèmes de la méfiance.....	41

III Krása pomoci	44
III.1 Les informations générales de Krása pomoci	44
III.2 La fondation Krása pomoci – sa naissance, son statut, des contributions et sa compatibilité.....	46
III.3 Le rôle de Krása pomoci	49
III.4 Les problèmes pendant le fonctionnement de Krása pomoci.....	50
Conclusion:	53
Resumé.....	56
Bibliographie	58
Listes des graphiques	64
L'annexe	65
Annotation:	68
Annotation en anglais	68

Introduction

Le terme organisation sans but lucratif est un terme couramment utilisé en République tchèque, et qui couvre plusieurs organisations. Cette organisation se différencie par son orientation, ses buts, mais aussi ses définitions juridiques.

Krásá pomoci est une organisation qui rentre dans cette catégorie est, qui s'oriente vers l'aide des retraités. J'ai choisi cette organisation parce qu'elle a été fondée par la mannequin Taťaná Kuchařová et aussi par la manière dont cette organisations fonctionne. L'objectif de ce travail est d'analyser cette fondation et à partir des données collectées de cette organisation, on va les comparer aux informations des deux premiers chapitres (les organisations sans but lucratif et la motivation de la création et les problèmes des organisations sans but lucratif). Après nous examinons sa position dans l'économie et son influence. Le travail en général s'occupe du fonctionnement des organisations sans but lucratif, comment ces organisations fonctionnent, et leurs buts. Ensuite dans quelle mesure elles influencent notre économie et société.

La question de recherche principale est: *«Quel est le rôle joué par les fondations dans l'économie et dans la société ?»* En tant que question supplémentaire est: *«Quel est l'influence de Krásá pomoci sur l'économie et la société?»*

Ce travail est orienté sur la fondation Krásá pomoci. Sa mission est de s'efforcer de trouver des solutions continues et systématiques à la situation problématique des personnes âgées en République tchèque et d'améliorer leur qualité de vie. (Facebook/Nadace Taťány Kuchařové - Krásá pomoci, 2008). La plupart des organisations pour l'aide des personnes âgées aident les seniors qui sont placés aux maisons de retraite. Krásá pomoci tâche de mettre en œuvre les principes fondamentaux et humanitaires de vie des retraités. Cette organisation sans but lucratif assure l'aide financière, l'aide humanitaire, matérielle, professionnelle, personnelle ou éducative. La fondation se bat pour que les seniors puissent rester dans leurs maisons et aide leurs familles à prendre soin d'eux.

Ce travail est divisé en trois parties principales. Les deux premières parties sont théoriques et la troisième partie restante est davantage pratique. Dans cette troisième partie, on applique les connaissances acquises des deux premières parties à la fondation sélectionnée.

Dans le premier chapitre intitulé *«Les organisations sans but lucratif»* nous définissons le secteur sans but lucratif, on éclaire ce que sont les organisations sans but lucratif dans le concept social général. Après nous focalisons l'analyse sur leur division, délimitation juridique et leur caractère typique avec grande orientation sur les fondations qui

sont les plus importantes pour le travail. Dans ce chapitre, les obligations des organisations sans but lucratif, leurs organes, leurs naissances et annulations sont traités aussi. Les ressources utilisées dans ce chapitre s'occupent de la problématique de la division du point de vue juridique. C'est la raison, pourquoi ce chapitre donne l'impression d'être juridique.

Le deuxième chapitre intitulé «*Les problèmes des organisation sans but lucratif*» s'oriente sur les problèmes, les organisations peuvent avoir. Pendant plusieurs années, les organisations sans but lucratif confrontent plusieurs séries de problèmes. Les problèmes les plus fréquemment mentionnés sont ceux qui relèvent du domaine juridique et puis l'absence de la confiance. Nous nous concentrons sur ces problèmes. Nous nous occupons pas de la raison ou de l'origine de ces problèmes. Comment influencent-ils les organisations sans but lucratif et ont-ils une influence aussi sur l'économie dans son ensemble? Ou encore l'état économique influence-t-il ces problèmes? Dans ce chapitre se trouve aussi les motivations de la création de ces organisations.

Le dernier chapitre est consacré la fondation Krása pomoci. Les connaissances théoriques des chapitres précédentes sont appliquées à cette fondation. Dans ce chapitre sont comparées les informations théoriques avec les données collectées.

Du point de vue de la société nous sondons leur influence sur la société, à qui et comment s'effectue cette aide? Du point du vue de l'économie, on cherche à savoir si cette fondation influence l'économie en République tchèque et dans quelle mesure l'économie influence Krása pomoci. Avec quels problèmes cette organisation s'est confrontée et éventuellement les moyens avec lesquels elle se bat maintenant. Concernant la littérature, nous utilisons plusieurs livres qui concernent les organisations sans but lucratif en général. Dans ces livres on puise les données générales.

Les deux premiers livres qui décrivent le fonctionnement des organisations sans but lucratif, leur division et leur naissance, annulation sont «*Nevýdělečné organizace v teorii¹*» de Václav Dobrozemský et Jan Stejskal et «*Neziskové organizace – vybrané problémy ekonomik²*» de Jan Stejskal, Helena Kuvíková, Kateřina Maťáková. Ces deux livres ont un premier chapitre identique mot par mot. doc. Ing. Jan Stejskal, Ph.D. qui a pris part aux deux livres est un pédagogue qui travaille à l'université à Pardubice à la faculté d'administration et économique. Sa spécialisation porte sur le secteur public, les problèmes du secteur public et surtout sur le domaine des organisations sans but lucratif et concrètement leur économie et les

¹Traduction de l'auteur: Les organisations sans but lucratif dans la théorie

²Traduction de l'auteur: Les organisations sans but lucratif - les problèmes sélectionnés de l'économie

questions fiscales et comptables (Kosmas, 2015). Les connaissances dans ces livres sont pratiques, bien expliquées et parce qu'il exerce dans ce domaine, ses acquis sont actuels.

Et comme autre livre, qui est utilisé, c'est »*Ekonomika neziskových organizací*« parce que ce livre a été écrit par Jan Stejskal, qui est le spécialiste des organisations sans but lucratif. On peut trouver plusieurs citations de ce livre, qui se trouvent aussi dans les autres livres concernant les organisations sans but lucratif. Ce livre est une ressource appropriée pour mon mémoire. En plus de la division des organisations et les caractéristiques typiques, nous utilisons ce livre principalement dans le premier sous-chapitre, qui concerne le secteur sans but lucratif. Ce livre de Jan Stejskal est ma ressource principale.

Le livre principal du deuxième chapitre est le livre de Martina Schaad »*Neziskové organizace v ekonomické teorii*«. Ce livre s'occupe en profondeur des raisons de la création des organisations sans but lucratif. Les parties les plus importantes dans mon travail sont les défaillances du marché et de l'État. L'auteur décrit très précisément les échecs uniques par exemple: la problématique des externalités, le passager clandestin ou le problème de choix public.

Dans son livre Martina Schaad décrit aussi, comment les organisations parviennent à corriger ces défaillances. Elle les illustre à travers des exemples spécifiques pour une meilleure compréhension. En ce qui concerne le livre lui-même, il est écrit de manière relativement compliquée. L'auteur utilise souvent des termes économiques.

I Les organisations sans but lucratif

D'après l'Office statistique tchèque, en République tchèque on trouve approximativement 129 947 organisations sans but lucratif non étatique (Neziskovsky, 2017). Ces organisations remplissent un rôle important dans l'économie tchèque, néanmoins jusqu'à présent elles n'ont pas toujours de définition juridique. Elles aident et assurent non seulement des sources financières mais aussi matérielles pour les groupes des personnes qui ne sont pas capables de répondre seuls à leurs besoins. Ces organisations sont fondées sur la base d'acquisition et de consommation pour des activités diverses.

Ce chapitre est orienté vers le secteur sans but lucratif seul et vers les organisations sans but lucratif et leur division sur les organisations particulières avec leurs définitions et leurs buts.

I.1 Le secteur privé sans but lucratif

Un des secteurs dans l'économie tchèque est aussi le secteur sans but lucratif. Le secteur sans but lucratif en République tchèque a un passé riche. Par exemple pendant Národní obrození (le Réveil national), les associations et les fondations ont une influence importante sur l'émancipation nationale, tchèque et politique (Czech, 2009).

Ce secteur porte plusieurs désignations, ces désignations peuvent être: «le troisième secteur» on a souligné sa position entre le secteur sans but lucratif public ou le secteur d'État et le secteur marchand ou en le marché tout court. Si on met l'accent sur le fait, qu'il n'y a pas de but de création de profit mais la production d'utilité directe, on peut appeler ce secteur «le secteur sans but lucratif». Si on est averti que les organisations fonctionnent indépendamment du gouvernement, le secteur est appelé «le secteur non-gouvernemental» et dans la dernière série «le secteur volontaire», quand on souligne l'activité volontaire dans ce secteur (Stejskal, 2014, p. 9).

Les financements de ce secteur se composent des financements des personnes morales et physiques, qui prennent la décision de fournir bénévolement les ressources financières pour une activité concrète. Ces personnes fournissent des ressources financières dans le but de profit sous la forme de satisfaction personnelle.

Les autres formes de financement peuvent venir des ressources publiques. Ces ressources sont utilisées dans la domaine de la sécurité sociale et de l'aide de certaines minorités pour accéder à l'attribution des services publics. Ces ressources peuvent être utilisées pour protéger la vie humaine et la nature inanimée (Stejskal, 2014, p. 9).

Jan Stejskal dans son livre «*L'économie des organisations sans but lucratif*» mentionne le sociologue américain Lester M. Salamona, qui délimite le secteur sans but lucratif privé comme étant un secteur, qui se compose des organisations avec les traits.

- ils sont les groupes d'institutionnalisation du statut formel ou autre forme
- ils ont la nature privée, ils ne sont pas dirigés par fonctionnaires et ne sont pas partie des affaires publiques
- ils ne partagent pas de gains - dans le certains temps ils ramassent des ressources financières, qui permettent de remplir leur mission
- ils sont autonomes
- sa fonction est connectée avec les volontaires (Stejskal, 2014, pp. 9-10)

Parmi les fonctions du secteur sans but lucratif privé faisant partie de l'économie, qui représentent le bon exemple, quand dans cette fonction le secteur sans but lucratif paraît sur l'employeur ou le producteur et le consommateur des biens (Tetřevová, 2008, p. 41).

Autre fonction est la fonction sociale où on peut inclure plusieurs sous-fonctions comme la fonction de service ou la fonction à participation. La fonction de service est liée avec l'attribution des biens spécifiques, la fonction à participation consiste en l'attribution des biens de se réunir et de participer aux activités d'organisation.

La fonction politique cache en elle-même la fonction du protecteur et de la démocratisation. Cette fonction aide à développer la démocratisation et elle donne aussi la possibilité d'influencer la politique et l'opinion publique (Tetřevová, 2008, p. 41).

En ce qui concerne les avantages, on peut mentionner, que ce secteur s'oriente pour assurer les biens, qui ne peuvent relever ni du secteur public ni du marché. Ensuite il fournit les services non payants ou les services avec un prix bas, il aide à satisfaire les besoins spécifiques des habitants comme les enfants ou les personnes handicapés. Puis il assure les biens demandés en qualité correspondante (Tetřevová, 2008, p. 42).

Enfin ce secteur présente des défauts, par exemple: le défaut des sources (matériels et humains) pour la réalisation de la mission, il est orienté seulement sur certains problèmes du petit groupe de la population ou encore la tendance à la bureaucratie (Tetřevová, 2008, p. 43).

I.2 Délimitation du terme les organisations sans but lucratif

Le terme les organisations sans but lucratif est un terme, qui est très large dans la société, néanmoins en dépit de son élargissement, il n'a pas sa place dans la législation et la

loi. Dans la législation il n'est pas possible de trouver une définition concrète qui définit directement le terme l'organisation sans but lucratif (Stejskal, et al., 2012, p. 11).

Parmi les définitions différentes dans la littérature, qui s'orientent vers les organisations sans but lucratif, on peut choisir plusieurs définitions d'après des auteurs particuliers:

- Les organisations sans but lucratif sont des organisations, qui ont un fondement autre que l'exploitation. L'État ou la société ont d'autres intérêts de leur action et ces organisations sont présentées dans le secteur sans but lucratif privé et public.
- Ce terme indique les personnes morales ou les organisations, qui considèrent comme but premier la collecte et la redistribution des ressources financières avec le but de distribution de la culture, de l'éducation ou pour la réalisation des «bonnes actions»
- On définit les organisations qui sont fondées sur des intérêts publics, de ne pas toucher de gain (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 21).

I.3 Les signes des organisations sans but lucratif

Pour une caractérisation plus détaillée des organisations sans but lucratif, on peut citer la réduction du budget de l'État total, parce que par ses actions elles assurent les activités que l'État devrait assurer lui-même. Grâce à sa position d'employeur sur le marché, elles participent par cette façon sur le déséquilibre (elles abaissent ce déséquilibre) dans le secteur public. Ce déséquilibre se manifeste au nombre disproportionné des employés (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 22).

Globalement on peut caractériser les organisations sans but lucratif par ces signes:

D'institutionnalisation: elles ont la structure propre d'institutionnalisation ou la réalité organisationnelle. On n'a pas d'importance si elles sont enregistrées formellement ou juridiquement.

Privées: Elles sont séparées des affaires publiques, et ne peuvent pas avoir une direction par des fonctionnaires, elles ne sont pas dirigées par eux, au contraire elles n'ont pas de droit au soutien d'État.

Sans but lucratif: Elles ne doivent pas redistribuer de gain entre les propriétaires ou entre la direction des organisations. Elles sont obligées d'utiliser ce gain pour les buts, qui sont donnés par leurs missions.

Autonome et indépendante: Elles ont des méthodes et des structures propres, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas contrôlées de l'extérieur dehors. Elles ne sont maîtrisées ni par l'État, ni par des autres institutions.

Bénévole: Elles utilisent la participation bénévole sous la forme de cadeaux ou du rendement bénévole sans paiement.

Profitable: Elles contribuent au bien public, aux gens ou certains groupes (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 21-23).

I.4 La division des organisations sans but lucratif

On peut retenir deux types principaux des organisations sans but lucratif, ce sont: les organisations sans but lucratif de l'État et les organisations sans but lucratif privées (Stejskal, et al., 2012, p. 50).

I.4.1 Les organisations sans but lucratif d'État

I.4.1.1 Les organisations contributives

Les organisations contributives sont des personnes morales constituées par l'État ou les unités gouvernementales locales. Le fondateur édite l'acte de fondation, quand il fonde les organisations contributives publiques ou régionales. Cet acte de fondation doit contenir le nom et le siège de l'organisation, la délimitation des actions principales, si l'aire de l'organisation sera seulement l'action principale ou aussi l'action économique, la date de la durée et d'autres informations importantes (Stejskal, et al., 2012, pp. 50-51).

Après la fondation, les organisations éditent un autre règlement intérieur, par exemple: le statut, l'ordre d'organisation, les règles de la gestion et les autres règles. Le fondateur désigne le directeur, qui est aussi l'organe statutaire. Il agit du nom de l'organisation contributive en apparence (Stejskal, et al., 2012, pp. 50-51).

La section nécessaire dans l'organisation est la section économique, juridique, administrative. L'organe du contrôle est l'audit interne et la section d'audit externe du fondateur correspondant (Stejskal, et al., 2012, p. 51).

Les organisations contributives gèrent aussi la base du budget annuel. Les organisations contributives fournissent les services au prix le plus bas ou le prix correspond aux coûts réels ou les services gratuits. Leurs compétences sont dans le cadre de la science, de la recherche, de l'éducation, de la santé, de la culture, etc. (Stejskal, et al., 2012, p. 52).

En République tchèque on assimile les efforts de la transformation des organisations contributives aux formes juridiques commerciales (société anonyme, société à

responsabilité limitée). Le but de cette transformation est d'économiser les ressources financières, d'assurer la dynamique et la flexibilité de ces entités (Stejskal, et al., 2012, p. 52).

I.4.1.2 Des unités organisationnelles de l'État

Une large gamme des institutions de l'État est nommée comme les unités organisationnelles de l'État. Les spécificités de ces organisations:

- elles sont caractérisées comme des unités de compte, mais pas chacun d'eux
- la majorité d'eux se forme par la loi, mais aussi par la décision du ministère
- elles ne sont pas personnes morales et elles n'ont pas de subjectivité juridique, mais elles remplacent l'État et elles utilisent la propriété de l'État

Les actions en justice sont exécutées par le dirigeant nommé (le directeur, le président, le chancelier) ou élu (par les Chambres des députés ou le Sénat de la République tchèque). Cette désignation est réalisée par le président de la République tchèque.

L'organe suprême est le dirigeant des unités organisationnelles de l'État. L'adjoint du dirigeant, le bureau du dirigeant, la section des services et la section du contrôle sont subordonnés du dirigeant (Stejskal, et al., 2012, p. 53).

Les unités organisationnelles se forment des organisations des anciens budgets. Elles sont réduites au financement du budget de l'État. Parmi les unités on peut mentionner par exemple: les ministères, la Cour constitutionnelle, le bureau du président de la République tchèque, l'académie de la science RT (Stejskal, et al., 2012, p. 53).

I.5 Les organisations sans but lucratif non gouvernementales

Un groupe plus grand que les organisations sans but lucratif de l'État forme les organisations qui ne sont ni fondées par l'État ni par une partie de l'État. Ces organisations sont fondées sur la propre initiative des personnes physiques et elles ont l'obligation par la loi de se réunir. Certaines des organisations sont fondées par la loi et elles représentent la pénétration des organisations de l'État et pas d'État (Stejskal, et al., 2012, pp. 53-54).

I.5.1 La division des organisations sans but lucratif non gouvernementales

Dans la loi d'impôt sur les revenus dans les termes des règles postérieurs, on peut trouver l'aperçu des organisations sans but lucratif non gouvernementales. Cet aperçu contient toutes les personnes morales, qui sont considérées comme des redevables. Ces redevables ne sont pas fondés dans un but d'exploitation. Ce sont: les associations d'intérêt, qui ne sont pas fondées pour un but d'action lucrative, les associations civiques, les partis politiques et le

mouvement politique, les églises enregistrées et la communauté religieuse, la fondation et les fonds de dotation, les universités, etc. (Miras, 2017).

1.5.1.1 Les fondations et les fonds des fondations

Entre les fondations qui sont les plus grandes en République tchèque on peut nommer: la fondation ČEZ, la fondation ADRA, la fondation České spořitelny, la fondation de Tereza Maxová, la fondation O2 ou Vodafone (Deník, 2009).

Les fondations ne peuvent pas se créer sur la base de réaliser des bénéfices, il s'agit par exemple d'un but d'exploitation ou une autre action lucrative. Les fondations sont créées pour des services sociaux et dont le but économique est utile. Les fondations ont deux types des buts:

- le soutien du bien-être général, il s'agit seulement des fondations publiquement bénéficiaires.
- le soutien d'un certain nombre de personnes, il s'agit de but caritatif

Les fondations peuvent réaliser elles-mêmes les activités, qui soutiennent le but des organisations pour lesquelles elles ont été fondées. C'est le progrès du temps quand la législation précise, que *«l'actif des fondations est destinée pour toucher le but pour laquelle la fondations a été créée . Il s'agit ici du moyen d'atteindre les buts des fondations, et non pas la destination de leur action»* (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 202).

On distingue les buts pour lesquels les fondations ne peuvent pas fonder:

- les buts généralement interdits des personnes morales
- pour le profit
- le soutien des mouvements politiques, on interdit tout type de soutien, non seulement financier (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 202).

1.5.1.1.1 La création de la fondation

La fondation peut être fondée par la personne physique ou la personne morale ou il y a la possibilité de la fondation par plusieurs personnes physiques ou morales, mais elles sont considérées comme une personne. La fondation est créée par l'inscription dans le registre des fondations. Avant l'inscription, il est nécessaire de faire plusieurs démarches:

- établissement du registre de la charte de fondation
- établissement du statut de fondation
- assurer la raison légale d'utiliser le local comme siège de la fondation
- la déclaration des personnes qui deviendront les membres des organes de la fondation s'inscrivant dans le registre

- appréciation des éléments de la mise
- dépôt de l'objet de la contribution au fondateur de la fondation
- la confirmation de la réalisation de l'obligation du dépôt
- la présentation de demande de l'inscription
- faire l'inscription dans le registre
- transfert de l'objet déposé du dépôt par l'administrateur du dépôt des objets (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 202-213)

I.5.1.1.2 Les organes de la fondation

La loi ne prévoit que deux organes principaux de la fondation, comme organe statutaire le conseil d'administration et le conseil de surveillance comme organe de contrôle si le capital est supérieur à 5 millions de couronnes tchèques. Dans le cas contraire, lorsque le capital est plus inférieur le contrôleur est suffisant (Stejskal, 2014, p. 25).

I.5.1.1.3 L'annulation et la disparition de la fondation

Si le but de la fondation est accompli, la fondation est annulée est le conseil d'administration choisit le liquidateur. L'annulation est déclarée par la loi, concrètement la loi qui ajuste l'annulation des personnes morales au niveau général. Mais il existe plusieurs exceptions.

La cour annule la fondation avec la liquidation à la demande de personne qui a un intérêt légal ou sans la demande dans plusieurs cas, par exemple:

- la fondation fait une action illégale
- la fondation ne remplit pas son but
- le principe de la fondation n'apporte pas de revenu pendant plus de 2 ans

Quand la liquidation est prononcée, le liquidateur donne la demande pour la suppression du registre dans les 30 jours de la fin de la liquidation. Si la liquidation n'a pas eu lieu, la demande pour la suppression est donnée par le conseil d'administration le temps où l'événement décisif pour la disparition a lieu. La fondation est disparue (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 226-227).

Concernant les fonds de la fondation, le fondateur crée le fonds pour un but socialement et économiquement utile. Le fonds est créé par la charte fondatrice ou par testament. Le fonds est créé le jour de l'inscription dans le registre public. Les dépôts ne peuvent pas engendrer des revenus aux contraintes de la fondation. Le fonds ne crée ni le principal de la fondation ni le capital de la fondation. Les autres différentes sont: la modification manquée du rapport annuel, le changement de la forme juridique (Stejskal, 2014, p. 26).

I.5.1.1.4 La propriété des fondations

Les fonds doivent avoir la propriété pour remplir leur but. Par participation on peut comprendre certaines choses. Ces participations sont appréciées. Si la participation est non - financière, elle doit remplir la condition des revenus réguliers. Elle peut être: le terrain, la lettre de change, la marque déposée, etc. Concernant la participation financière, elle correspond à la responsabilité des dépôts payés par la forme de la déclaration d'apporter à la fondation. Les fonds utilisent leur propriété pour: fournir des contributions de fonds, pour remplir leur but, etc. (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 216).

I.5.1.1.5 Les contributions de la fondation

Les ressources qui sont fournies par la fondation sont liées à son but et ils sont soumis au contrôle. La fondation peut fournir également des contributions aux autres organisations, au contraire la fondation doit utiliser les dons comme accord du dit don. La fondation ne donne aucuns dons (Růžičková Merličková, 2011, p. 21).

I.6 Autres organisations dans le secteur sans but lucratif non - gouvernementale

I.6.1 L'association civique

Les associations civiques en République tchèque: TEST l'association civique des consommateurs, Život dětem, Český atletický svaz, Český svaz biatlonu.

I.6.1.1 La naissance de l'association civique

Les associations civiques sont fondées comme la majorité des autres organisations. Les 3 personnes physiques (un d'eux doit avoir plus que 18 ans) doivent présenter le projet de la proposition d'inscription. Elle est signée par les membres du comité avec leurs informations personnelles (les noms, les dates de naissance, etc.). Ils doivent ajouter aussi la suggestion des statuts comme les règlements internes de base d'association civique. Elle doit contenir le nom d'association, le siège, le but de son action, les organes avec la détermination, l'ordonnance des unités organisationnelles. Le ministre l'accepte et après l'Office tchèque des statistiques qui annonce sur la base des informations du ministre, le numéro d'identification pour l'association civique (Stejskal, et al., 2012, pp. 54-55).

I.6.1.2 Les activités de l'association civique

Il existe trois types d'activités principales de l'association civique: L'activité principale, l'activité secondaire (aussi l'activité complémentaire) et l'activité d'exploitation.

L'activité principale est l'activité pour laquelle l'association civique est fondée. La recharge des activités est déterminée par l'association elle-même. L'activité principale représente l'essentiel des bénéfices (Stejskal, et al., 2012, p. 60).

L'activité secondaire est l'activité qui est mentionnée dans la loi relative à l'impôt sur les revenus, concrètement ce sont les revenus de la publicité et les revenus de loyer. Le dernier domaine est l'activité d'exploitation. L'association civique peut demander du certificat du commerce. Ceci est associé à d'autres conditions (Stejskal, et al., 2012, p. 60).

I.6.1.3 La disparition de l'association civique

L'association civique cesse par l'effacement du registre, mais avant il se passe le procès de l'annulation. Premièrement l'organe compétent décide de l'annulation. Après la personne morale cessé par l'annulation du registre.

À l'annulation, on peut arriver au moment de la liquidation, il s'agit de la fusion avec une autre association civique. La liquidation finit par la division de la propriété. Pendant 30 jours après la fin de la liquidation, le liquidateur présente la suggestion relative à l'annulation de l'association civique au ministère de l'Intérieur (Stejskal, et al., 2012, pp. 56-60).

I.6.2 Les Associations

Entre les associations on peut mentionner: les associations d'étudiants, les associations de bibliothécaires, etc.

Grâce à l'acceptation du nouveau Code civil (la loi n. 89/2012 col.), on arrive aux changements dans la loi fédérale. La plus grande modification est la terminologie inopportune et la diversité de l'usage, par exemple: les termes synonymes les associations civiques, les associations et les mouvements (Stejskal, 2014, p. 14).

Un des traits caractéristiques de base des associations est le pacte bénévole des personnes, c'est pourquoi le terme association est un terme unificateur pour les organisations sans but lucratif non gouvernemental qui veulent réaliser leurs intérêts et diriger leur association (Stejskal, 2014, p. 14).

I.6.2.1 La naissance des associations

Pour la naissance des associations on utilise les dispositions générales des personnes morales (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 113).

L'association peut se créer avec au moins trois personnes dirigées par intérêt commun comme le lien autonome et bénévole des membres et se réunir (§ 214 odst. 1 zákona č. 89/2012 Sb. občanský zákoník (nový)).

L'association se forme de deux façons. Les fondateurs peuvent fonder l'association s'ils acceptent le contenu des statuts (le nom et le siège d'association, le but, les droits et les obligations des membres, les organes statutaires) (§ 214 odst. 2 zákona č. 89/2012 Sb. občanský zákoník (nový)).

La deuxième façon de fonder d'association est la fondation par la résolution des membres de la réunion constituante. Les intéressés sont appelés par la personne dite «*svolavatel*». Chaque personne qui arrive à la réunion et s'inscrit sur la liste des participants, soumet la demande, mais il doit aussi remplir les conditions d'adhésion dans l'association.

L'association est formée le jour de son inscription dans le registre public (Stejskal, 2014, p. 15).

I.6.2.2 Les droits et les obligations des membres

Les droits sont les obligations des membres et relèvent des statuts, c'est la raison pourquoi leur modification dans la loi est très brève (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 117).

Concernant les droits des membres, on peut distinguer trois catégories:

1. Prendre des décisions en commun

C'est le droit de participer à la création de la volonté d'association, de la réunion, le droit de s'exprimer, le droit de voter, etc.

2. Le droit d'utilisation

Il s'agit que les membres d'association peuvent utiliser la propriété d'association ou participer à leur événement. Concernant les contributions, les contributions attribuées aux membres d'association, ces contributions n'ont pas de caractère de la part du profit (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 118).

3. Les droits de protection

C'est le droit d'attaquer l'association en justice pour compensation du dommage ou sortir de l'association et la protection du but d'association (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 118).

Les obligations sont distinguées dans 2 catégories:

1. Personnelles

Cette catégorie inclut le respect des statuts, la participation aux réunions et la participation à atteindre le but de l'association. Ensuite la loyauté envers l'association, l'interdiction d'endommager la réputation de l'association (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 118).

2. Les obligations de la propriété

L'obligation la plus importante correspond au paiement des cotisations de membres. L'association a besoin des moyens financiers pour réaliser son action, alors ces cotisations de membres sont les moyens financiers les plus fréquents. L'obligation de payer des cotisations est déterminée dans les statuts. Les statuts peuvent déterminer les différents types d'adhésion, les différents montants des cotisations, par exemple: membre d'honneur avec une contribution réduite (zéro), les différents tarifs pour les gens qui travaillent (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 118-119).

I.6.2.3 Les organes individuelles de l'association

Dans le Code civil sont décrits les organes fondamentaux d'association. L'organe suprême d'association: Il y a habituellement l'assemblée générale, la réunion des membres, les assises. L'organe suprême décide de l'orientation d'action principale d'association, on décide de la liquidation d'association. Si les statuts ne déterminent pas l'organe suprême, l'organe suprême devient la réunion des membres (Stejskal, 2014, pp. 16-17).

La commission de contrôle: la tâche de la commission est de surveiller les actions, si elles sont en accord avec la législation. La loi respecte les pouvoirs séparés des organes individuels - le pouvoir exécutif et le pouvoir de contrôle.

La commission d'arbitrage: cette commission a trois membres, à moins que les statuts déterminent autrement. La tâche est de décider des affaires discutables entre le membre et l'association et les affaires discutables d'autogestion associative (Stejskal, 2014, p. 18).

I.6.2.4 La disparition d'association

En ce qui concerne la disparition d'association, il faut mentionner deux éléments ce sont l'annulation et la disparition d'association. L'association peut annuler la décision des membres d'association en forme d'organe suprême, après l'expiration du délai pour lequel l'association a été fondé ou d'atteindre l'objectif de l'association. Le jour de l'annulation est noté au registre public (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 176-177).

La cour peut annuler l'association par exemple dans le cas, quand l'activité est considérée comme des obstacles pour la fondation de la personne morale, l'activité est en contradiction avec la division de l'action sur l'action principale et secondaire et autres cas qui ne sont pas importantes pour ce travail.

La disparition d'association est liée avec la liquidation. Quand la liquidation est prononcée, le liquidateur présente la proposition de suppression du registre public dans les 30 jours. L'association disparaît quand elle est rayée du registre public (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 177-179).

I.6.3 La société bénéfique

Dans ce type de société on peut mentionner Domáci hospic Vysočina, Celé Česko čte dětem (Neziskovka roku, 2017).

La législation originelle de la société bénéfique a été créée en 1996, mais elle a été annulée par la vigueur du Code Civil. Du 1^{er} janvier 2014 les sociétés bénéfiques ne peuvent pas être fondées. Les sociétés qui sont déjà fondées fonctionnent sur la base de la loi originelle (Stejskal, 2014, p. 19).

Le but de ce type d'association est de fournir des services d'intérêt général, ces services sont pour le bien-être social dans le domaine culturel, sportif, du soin social, de la protection des animaux, etc. (Stejskal, 2014, p. 19).

I.6.3.1 La naissance de la société bénéfique

La création de la société bénéfique a été divisée en 2 phases. Il était d'abord nécessaire de faire un traité ou un acte de fondateur et puis il fallait transmettre la demande de l'inscription de la société bénéfique dans le registre à la cour régionale. Les personnes morales et physiques peuvent fonder la société bénéfique, dans le cas particulier de l'État ou aussi leur secteur. Le traité ou l'acte de fondateur doit contenir les mêmes informations comme celles des organisations précédentes (le nom, le siège, le type de service, le délai pour laquelle la société est fondée, etc.) (Stejskal, 2014, pp. 19-20).

I.6.3.2 Les organes de la société bénéfique

La société bénéfique doit avoir trois organes nécessaires: le conseil d'administration, le conseil de contrôle, le directeur.

Le conseil d'administration doit avoir au minimum trois membres, le nombre de membres doit être divisible par trois. Les membres sont seulement les personnes physiques, jouissantes de leurs droits, irréprochables.

Le conseil d'administration est appelé par le directeur, on siège deux fois par an et la majorité des membres décide. Les prises de décision concernent les affaires importantes comme nommer le directeur et le destituer, les affaires qui concernent la propriété.

Le conseil de contrôle est composé d'un nombre de membres qui est le même comme dans le cas du conseil d'administration. Le conseil de contrôle choisit leur président. Les membres sont nommés par le fondateur si le traité ou l'acte ne le détermine pas autrement. La fonction est par exemple: la vérification de l'arrêté de compte ordinaire et extraordinaire et le rapport annuel, donner le rapport au directeur et au conseil

d'administration des résultats de leur action et la fonction de contrôle (Stejskal, 2014, pp. 20-21).

Le directeur est l'organe statutaire. Il dirige son action et il agit par son nom. Il nomme le conseil d'administration. Il ne peut pas être membre de conseil d'administration (Stejskal, 2014, pp. 20-21).

I.6.3.3 Les activités de la société bénéfique

En plus de son action principale, la société bénéfique peut faire une action complémentaire ou une action économique. Pour l'action économique il est nécessaire d'avoir le métier ou autre autorisation d'après les droits des affaires ou autres droits. On considère comme action économique, tout contrat de la publicité(sponsoring) ou la location des biens propres pour obtenir des moyens financiers s pour une action principale (Stejskal, 2014, pp. 20-21).

I.6.3.4 La disparition de la société bénéfique

La société disparaît le jour de la suppression du registre. Ceci est précédé par la suppression avec la liquidation. La société disparaît dans les cas suivants: après le délai pour laquelle elle a été fondée, atteindre le but, la décision de la cour ou du conseil d'administration, la déclaration du concours à sa propriété (Stejskal, 2014, pp. 20-21).

I.6.4 l'Église

L'église ou la société religieuse est une association des personnes qui ont une structure propre, des organes propres, une réglementation interne. Cette société est fondée pour déclarer une religion particulière (publiquement, personnellement), pour se rassembler avec le but du service divin et pour donner un cours de la religion (epravo, 2017).

La fondation de l'Église est sur la base de la suggestion d'inscription au Ministère de la Culture. Cette proposition doit être soumise par au moins trois personnes âgées d'au moins 18 ans. Cette suggestion doit contenir les caractéristiques fondamentales, le but, l'inscription à la fondation de l'Église et puis 300 signatures de membres de la République tchèque qui se rapportent à cette Église (epravo, 2017).

L'Église ou la société religieuse cesse d'abolir l'enregistrement auprès du ministre de la Culture. Le ministre commence une procédure sur la base d'une demande de révocation, dans le cas où l'Église cesse à cause du concours ou à cause de la procédure d'insolvabilité. Puis si l'activité de l'Église est contraire à la loi et si l'Église n'a pas nommé les organes de gestion. La présentation de la structure de l'Église, des organes principaux et autres éléments dépendent de l'Église individuelle (Stejskal, et al., 2012, p. 79).

I.6.5 Les partis politiques

Les partis politiques sont fondés par les personnes qui veulent participer à la vie politique de la société. Il s'agit en particulier de la création d'assemblée législative, les organes des unités autonomes supérieures (Ministerstvo vnitra České republiky, 2017).

De la même façon que l'Église, les partis politiques peuvent être créés par au moins trois citoyens de la République tchèque. Les citoyens doivent être âgés de plus de 18 ans. Pour la fondation, ces citoyens doivent faire une demande d'inscription signée par les membres du comité préparatoire avec leurs noms, leurs dates de naissance et leurs adresses et le nom de mandataire. La demande écrite doit être envoyée au Ministère de l'Intérieur ou déposée en personne au ministère aussi. Avec cette demande, les membres doivent soumettre aussi une pétition avec 1000 signatures des membres qui exigent, pour la naissance, une indication de leurs noms, leurs adresses, leurs signatures et puis aussi les statuts (Ministerstvo vnitra České republiky, 2017).

I.6.5.1 La structure des partis politiques

La structure et la direction du parti sont données par les statuts internes de chaque parti politique. L'échelon le plus bas correspond aux organisations locales. Selon l'organisation de chaque parti politique, plusieurs organisations sont établies comme les organisations régionales, les organisations de district, etc. La haute direction relève de l'échelle nationale (Stejskal, et al., 2012, p. 80).

Le parti politique cesse par la suppression de la liste des partis politiques. Avant la suppression, le parti doit être annulé avec ou sans la liquidation (České právo studium, 2017). La disparition du parti passe dans les cas suivants: dissolution volontaire, fusionner avec un autre parti ou la transformation en a. c., la décision de justice sur la dissolution, non-présentation du rapport annuel à la Chambre des Députés (České právo studium, 2017).

I.6.6 Les écoles supérieures publiques

Les écoles supérieures sont des personnes morales. Elles réalisent des programmes d'études accrédités ou l'apprentissage de toute la vie (Stejskal, et al., 2012, p. 81). Les organes sont divisés en organes universitaires autonomes (le Sénat académique, le recteur, le conseil scientifique ou le conseil de la culture) et autres organes des écoles supérieures (le conseil d'administration et le «*kvestor*») (Stejskal, et al., 2012, p. 81).

Les écoles supérieures sont fondées et annulées par la loi. La loi détermine leurs noms et leurs sièges. Dans le cas de la disparition des écoles supérieures, la loi détermine les

personnes morales qui reçoivent leur propriété et leurs obligations (§ 5 odst. 3 zákona č. 111/1998 Sb. o vysokých školách)

I.6.7 Les instituts

C'est la personne morale qui est fondée dans un but de fournir des activités sociales et économiques bénéfiques en utilisant leurs composants de fortune et les composants personnels. Les instituts sont basés sur une action juridique, c'est-à-dire au moyen d'une charte fondatrice ou pour l'acquisition en cas de décès. Dans la loi, il n'est pas nommé que les instituts peuvent être fondés par une personne physique ou morale ou par l'État (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 179).

Les instituts sont fondés par l'inscription au registre. La demande pour l'inscription est donnée par le fondateur. Le registre des instituts comprend également le nom d'institut, le siège, le but, le montant du dépôt, le nombre des membres, leurs noms, leurs adresses, les détails de l'organisation interne (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 179-182).

Les instituts fournissent des services socialement et économiquement bénéfiques qui peuvent être caractérisés de cette façon: ce sont des services qui conduisent à la réalisation d'un objectif généralement bénéfique. Ces services servent pour le développement des valeurs spirituelles, la protection des droits de l'homme, pour la protection de l'environnement naturel et du patrimoine culturel, de la tradition, d'éducation, etc. (Český statistický úřad, 2017).

Chaque service est accessible pour chaque individu qui remplit les conditions (le prix d'entrée, le statut social). Concernant les types de services, on peut citer les services de santé, les actions culturelles, sportives. Puis ce sont les écoles, les musées, les maisons d'asile, les maisons de charité, etc. (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 183-184).

Concernant les organes, le directeur est l'organe statutaire, il dirige à l'extérieur et s'occupe aussi de ses actions. Il est élu et destitué par le conseil d'administration. Le directeur exerce une fonction sur la base d'un contrat.

En ce qui concerne le conseil d'administration, il représente la plus haute autorité qui dispose des pouvoirs de contrôle. Le conseil doit avoir au moins 3 membres. Les membres sont nommés par le fondateur.

Les compétences sont divisées en trois zones:

- le conseil d'administration nomme et destitue le directeur
- il supervise la performance du directeur
- il approuve le budget et il contrôle les affaires roulanges

Le conseil de contrôle est un organe facultatif. Il n'existe pas d'obligation par la loi, que le conseil de contrôle doit être fondé (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 184-187).

L'adhésion à ce conseil est incompatible avec l'adhésion au conseil d'administration. À part de la disparition générale, il existe une façon de la disparition qui se passe quand l'institut ne remplit pas son but. La cour les annule sur la demande de la personne qui prouve son intérêt juridique (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 188).

II La motivation de la création et les problèmes des organisations sans but lucratif

Les organisations qui se trouvent dans le secteur sans but lucratif travaillent sous la pression du côté de la société (Schaad, 1998, p. 11). Ce chapitre analyse les raisons de la création des organisations sans but lucratif et quel rôle elles ont entre le marché et l'État. Comme mentionné auparavant dans l'introduction, les organisations ont les problèmes que ce chapitre examine de manière détaillée.

II.1 Les raisons de la création des organisations sans but lucratif

Les organisations sans but lucratif sont créées en raison de l'échec du marché et de l'État.

Dans les structures de la formation des théories macroéconomiques, on trouve les théories, quand le marché fonctionne sans les problèmes, dans l'état, quand la main invisible du marché ajuste la demande et l'offre à un prix du marché parfait et crée un bien-être optimal, tout cela avec l'utilisation optimale des facteurs et la distribution des biens. Ce sont toutes des hypothèses, car la réalité est bien différente (Schaad, 1998, pp. 17-34).

Dans le cas de la défaillance du marché, l'État doit intervenir. Ces interventions se trouvent dans des formes diverses. Mais ces interventions peuvent échouer. Dans les chapitres suivants on examine de près ces échecs (Schaad, 1998, pp. 17-34).

II.1.1 L'optimum du consommateur

Les préférences, quand l'individu n'avoue pas le progrès technologique sont l'une des dispositions pour mesurer tous les états existants, qui proviennent de la théorie économique dite néoclassique. Les préférences qui influencent la perception (l'exclusion des innovations, le traitement et les produits dans la sphère de production) sont considérés comme une constante. Ils laissent l'agent libre pour maximiser son profit par son comportement et l'individu doit suivre ses intérêts pour réaliser la maximisation des profits et des bénéfices. De plus, la transparence du marché est préservée. Tous les individus disposent d'informations parfaites et les traitent également (Schaad, 1998, pp. 17-19).

Ici nous rencontrons le concept de *l'optimum du consommateur*. C'est le cas, quand les conditions citées ci-dessus sont accomplies et les individus se rencontrent sur le marché. Dans ce cas, les individus sont informés parfaitement, ils savent à qui appartiennent les biens, quelle offre ils proposent, à travers laquelle il augmente son bien-être. Pour l'échange, l'évaluation subjective de la valeur du bien doit correspondre à l'évaluation des

individus. Ensuite, les individus peuvent conclure le prix et qui doit être un changement satisfaisant pour les deux côtés (Schaad, 1998, pp. 17-19).

II.1.2 La défaillance du marché - les informations imparfaites

Les premiers exemples d'échec du marché, qui incite à créer les organisations sans but lucratif, ces sont les conséquences des informations imparfaites. Si l'individu n'a pas des informations parfaites, sa position optimale s'aggrave. S'il y a une information imparfaite, l'individu a envie d'obtenir une utilité personnelle. Cette imperfection peut concerner tous les participants. Mais le problème se passe dans le cas, quand un des partenaires contractuels est mieux informé que les autres. Ces relations sont qualifiées de Principal - Agent. Le principal est celui qui est chargé de la tâche, mais il a seulement une petite quantité d'informations. Dans ce cas l'agent a un avantage informationnel et il est incité à l'utiliser pour augmenter ou améliorer son propre bénéfice (Schaad, 1998, p. 20).

Ces écarts du comportement sont possibles avant et après la conclusion du contrat par exemple. L'agent, qui est mieux informé, cache les informations essentielles ou il ne doit pas se comporter selon le contrat, parce qu' il sait, que le principal n'est capable de le contrôler que dans une certaine mesure (Schaad, 1998, p. 20). Ces relations se trouvent dans la vie réelle comme la relation entre le producteur - le consommateur, le créancier - le débiteur (Schaad, 1998, p. 21).

Un exemple concret concernant les organisations sans but lucratif: comme le donateur, vous donnez votre argent pour un certain but, mais vous n'avez aucun contrôle sur son utilisation réelle. Même si votre but est atteint, vous ne savez pas par contre si c'est seulement de votre don ou d'autres sources de financement qui ont été utilisées.

II.1.2 1 La problématique des biens publics

Avant que nous plongeons dans la problématique des biens publics, il faut délimiter précisément ce que sont les biens et mentionner brièvement sa division. Les biens sont des biens ou services, qui sont utilisés pour la satisfaction des besoins. Une des divisions connues des biens est selon l'origine, les biens libres, qui sont disponibles librement dans la nature (l'air) pour l'homme et puis les biens économiques qui sont les produits des activités économiques (les biens et les services) (Jetmar Marek, 2008, p. 49).

D'après le caractère du lieu et la façon de la décision des biens et leur financement, on distingue les biens publics des biens privés. Les biens privés sont des biens de consommation individuelle, quand on peut diviser encore d'après le temps de la consommation. Il existe les biens non - durables et les biens capitaux (les biens durables).

Ce sont les biens publics qui nous intéressent dans ce travail, qui sont des biens de consommation collectifs. On peut diviser ces biens en biens publics propres et biens publics mixtes. Les biens publics propres sont caractérisés par une consommation automatique. Ils sont caractérisés par l'indivisibilité de consommation, la consommation par un utilisateur n'empêche pas les autres utilisateurs d'en profiter. Les biens publics mixtes sont différents des biens privés par la divisibilité de la quantité et la qualité qui n'est pas divisible. Les individus peuvent utiliser ces biens ensemble, le niveau d'utilisations n'est pas baissé par autre individu (Jetmar Marek, 2008, pp. 49-53).

Pour ce travail, cependant, une différence significative est importante et peut être décrite comme le principe de non - excluabilité ou encore comme le principe de non - rivalité. Ces notions peuvent être trouvées, pour la première fois, dans les années 50 et 60 chez Samuelson et Musgrave (Schaad, 1998, pp. 26-27).

Samuelson souligne l'aspect du besoin collectif, qui influence le changement des conditions pour la préparation parétolement optimale des biens. Plus tard, Samuelson mobilise ses concepts pour sa propre définition des biens publics. Pour cela, il attribue à tous les biens de consommation la propriété publique, parce que n'importe quels types de biens peuvent avoir un effet externe (Schaad, 1998, p. 27).

Au contraire Musgrave parle de la conception des biens mixtes, qui forme la catégorie additionnelle des biens publics, pour préparer une argumentation suffisante pour justifier l'intervention générale de l'État, même si ce sont principalement des biens publics. L'État reprend, par ses décisions budgétaires, la demande si la quantité des biens dépasse l'offre du marché (Schaad, 1998, p. 27).

Analysant les biens publics, Musgrave souligne le principe de non - rivalité. Musgrave affirme, que la consommation de rivalité change les conditions de la redistribution effective. Il faut remarquer, que Musgrave admet la défaillance du marché dans tous les cas où les principes de non - excluabilité et de non - rivalité ne sont prévus (Schaad, 1998, p. 27).

Le principe de non - rivalité correspond aux biens utilisés par un consommateur et qui ne réduisent pas sa consommation possible, ni la consommation réelle par tout autre consommateur. Le prix de ce bien décourage les consommateurs, même si les frais ne sont pas croissants. L'utilité qui devrait être réalisée par la consommation de ce produit, n'est pas réalisée. Le marché lâche, parce qu'il n'est pas capable d'assurer le niveau de la consommation. Le principe de non - excluabilité montre qu'il n'est pas possible d'exclure l'individu, qui ne le paie pas (Kraftová, 2002, p. 5).

Dans le subconscient, le terme les biens publics répondant aux principes cités plus haut. Il faut mentionner, que beaucoup de biens appliqués à la société, ils ne sont pas réellement des biens publics. Les biens publics propres qui remplissent les deux conditions se trouvent rarement en raison de l'impossibilité d'exclure les non - payeurs à cause des innovations et du progrès technique. Un exemple de biens publics propres peut être la défense d'un pays, qui trouve une difficulté sur la quantité. Parce que la population à la protection ne peut pas être augmentée pour l'équipement et la taille donnée de l'armée. Cette élimination provient de la question des coûts ou une décision politiquement déterminée et cela s'applique à la plupart des biens publics.(Schaad, 1998, pp.28-29)

Dans le cas d'une augmentation de l'offre des biens publics pour des raisons politiques ou économiques, la limite disparaît entre le bien public et le bien mixte. Parce que, dans ce cas les individus n'ont aucune préférence par considération pour leur appréciation de valeur. Grâce à cela l'État peut corriger les mauvaises préférences (Schaad, 1998, pp. 28-29).

Dans ce cas, on rentre dans l'affirmation précédente de Musgrave, qui quitte cette affirmation et accepte l'idée, que l'État ou certaines groupes se rendent compte mieux que les préférences des individus eux-mêmes. Il s'agit par exemple de la santé publique ou l'éducation, quand par rapport à la ressemblance mutuelle des biens mixtes et les biens publics, ils ne peuvent pas être séparés, même s'ils présentent une partie importante des biens, qui sont produits par le secteur sans but lucratif (Schaad, 1998, pp. 28-29).

II.1.2.2 La redistribution effective des biens

Pour comprendre la problématique, il faut mentionner aussi la redistribution effective des biens publics. Les biens privés sont caractérisés par le fait, que l'individu doit payer pour eux. On doit être d'accord avec le prix objectif avec le prix subjectif. Alors l'entrepreneur doit additionner toute demande mesurable chez tous les individus pour trouver combien d'unités de certains biens il peut vendre à un certain prix (Schaad, 1998, p. 29).

Ici, on applique la condition de «l'égalité du prix objectif et le prix subjectif». Grâce à cela, les individus évaluent les biens de manière identique et au même moment, mais chacun d'eux achète une quantité différente de biens selon ses besoins. À l'inverse, dans le cas des biens publics, la relation entre l'acquisition des biens et leurs prix n'existe pas sur la base de certains principes. Alors, le prix n'accomplit pas sa fonction optimale. Dans ce cas, pour l'entrepreneur ce qui est important est la somme d'évaluation de valeur des biens publics par les membres individuels de la société. L'évaluation de la valeur donne, combien les individus sont disposés à payer pour les biens publics. La somme des prix subjectifs pour l'entrepreneur

indique, combien de biens sont efficaces. Pour ce financement, l'individu participe selon son évaluation subjective (Schaad, 1998, pp. 29-30).

Dans cette problématique des biens publics et leur non - excluabilité, il faut mentionner aussi le terme de «passager clandestin». Ce terme décrit l'individu, qui consomme le bien sans payer le prix. Dans le cas, où les autres individus apprennent cette situation, ils commencent à l'utiliser et la stratégie de non - excluabilité devient une stratégie dominante (Špalek, 2011, p. 20).

II.1.2.3 Les externalités

La problématique des biens susmentionnée est également étroitement liée aux externalités, qui peuvent être considérées comme une variante de la question des biens publics (Schaad, 1998, p. 32). L'externalité est le résultat de l'activité économique, quand la production ou la consommation d'un individu apporte une contribution ou des coûts à d'autres individus. L'individu acquiert ces frais et contributions sans payer (Macáková, 2007, p. 218).

Ces effets externes entraînent la défaillance du marché, à cause de ce fait, l'allocation des ressources est sous-optimale. Les externalités individuelles peuvent encore être divisées, mais pour la naissance des organisations sans but lucratif, seules les externalités positives ont un impact (Schaad, 1998, p. 32).

On distingue deux types externalités à savoir les externalités positives et négatives. Les externalités positives sont ces externalités, quand les activités d'un individu apportent un avantage à d'autres individus sans payer. Au contraire les externalités négatives apportent des coûts pour autrui sans que ces coûts soient pris en charge (Macáková, 2007, p. 218).

Quand on analyse les externalités positives, les individus évaluent comme utilité le cas, quand un autre individu peut consommer plusieurs certains biens. Dans ce cas, il n'est pas important de savoir qui assure de meilleurs services. Cela peut être l'État, ou tout autre tiers. C'est également le cas pour les biens publics, où plusieurs individus bénéficient du bien sans avoir à en avoir la possibilité d'exclure d'influence positive externalité des biens consommés. Il est possible, que les externalités s'appliquent à moins de personnes (Schaad, 1998, p. 32).

II.1.3 Les causes et conséquences des échecs de l'État

Les raisons, pour lesquelles l'État doit intervenir sont la défaillance du marché. Les types d'intervention de l'État dépendent de l'envergure de la défaillance d'allocation du

marché (Schaad, 1998, p. 34). En bref, il faut définir, où l'État intervient pendant les défaillances du marché.

II.1.3.1 La concurrence imparfaite

Dans la situation de concurrence imparfaite, les entreprises produisent d'habitude un niveau de production faible avec un pouvoir de monopole suffisant, qui les incite à vendre avec un prix plus élevé que dans une situation de concurrence parfaite. Dans cette situation, les organes de l'État peuvent corriger la réglementation de prix. L'État peut réguler les prix au niveau des coûts marginaux ou au niveau des coûts moyens (Macáková, 2007, pp. 231-232).

II.1.3.2 Les externalités

Ici, on peut mentionner, que l'État peut interdire la production et la vente des produits, qui apportent des externalités négatives. L'État peut limiter les externalités à l'aide de la délimitation précise des droits de propriété. Ces droits aident à définir l'auteur responsable des externalités et l'individu touché par ces externalités. Les autres possibilités sont l'introduction des sanctions pour les sujets, qui produisent les externalités négatives. Il existe aussi la possibilité de doter d'auteurs d'externalités positives (Macáková, 2007, pp. 232-233).

II.1.3.3 Les biens publics

Dans sous-chapitre, on focalise sur les biens publics. On retrouve le problème cité plus haut, qui correspond au passager clandestin. Il existe seulement une solution, quand chaque consommateur de ce bien doit le payer. Alors, il doit exister quelqu'un (dans notre situation, ce sont les organes de l'État), qui le force à payer (Macáková, 2007, pp. 234-235).

II.1.3.4 Les informations asymétriques

Dans ce cas, il y a un besoin pour chaque partie d'avoir accès aux informations complètes. Dans la libre diffusion des informations, il est donc possible de trouver un outil pour augmenter l'environnement concurrentiel sur le marché. Or, il y a des situations où, une partie n'a pas accès aux informations parfaites, et a besoin de les acquérir. Celles-ci ne sont pas gratuites et il faut dépenser des frais pour les avoir. Le prix pour ces individus est trop élevé, souvent indisponible. L'État s'efforce pour soutenir un environnement concurrentiel, et doit assurer la libre diffusion des informations et il doit, de temps en temps, traiter les informations comme des biens publics (Macáková, 2007, pp. 235-236).

II.1.4 L'essence de l'échec de l'État

Dans ces sous-chapitres, nous essaierons de trouver une réponse à la question, qui accompagne la défaillance du marché. Cette question est: *L'État peut-il vraiment compenser les défaillances du marché?*

II.1.4.1 Les problèmes de choix public et de vote

Le terme «le dilemme du prisonnier» dit: dans le cas où les deux parties ne peuvent pas s'arranger. Chacune des parties choisit sa stratégie propre. Ces stratégies ne peuvent pas conduire à une solution optimale (Holman, 2011, p. 215).

Ce dilemme peut être résolu par l'intervention de l'État. Dans la société où domine la conviction, que l'État finance les biens publics attribués par des impôts. Dans cette société, pour l'individu le montant de l'offre des biens est important, parce qu'il se rapporte directement aux charges fiscales. Il s'ensuit une question importante qui consiste: Quel est le montant exact de l'offre? La résolution de cette question se trouve dans les principes de vote (Schaad, 1998, p. 37).

L'économiste suédois Eric Lindahl s'est efforcé de trouver la solution au montant d'imposition équitable. D'après lui les individus seront unifiés à un taux d'imposition unique qui correspond à une évaluation subjective. Cela permet d'atteindre l'optimum. C'est le cas si les individus ont le même pouvoir (Schaad, 1998, p. 37).

Le problème est que les individus expriment leur pouvoir marginal dans toutes les situations. Pour que l'État couvre les coûts associés à la fourniture de biens publics, il doit opter pour une taxe permettant de couvrir les coûts. Le problème est que la capacité marginale de payer ne correspond pas au niveau d'impôt applicable à ce moment-là. Les individus peuvent décider pour une offre des biens publics plus bas ou plus haut (Schaad, 1998, p. 37).

Les hommes politiques qui veulent être réélus, doivent faire face à la pression et choisissent ainsi les besoins de l'électeur médian. Cependant, il n'est pas exclu, que les besoins de l'électeur médian ne soient pas identiques avec la quantité optimale parétienne. La situation optimale arrive donc plus par hasard que forcément (Schaad, 1998, p. 37).

Dans cette problématique il est également nécessaire de regarder les préférences des individus qui sont organisés de plus haut niveau. Le résultat d'une décision de plusieurs individus dépend de l'ordre des préférences. Ce paradoxe électoral est décrit par le mathématicien et philosophe français Nicolas de Condorcet. Il parle d'un cas particulier appelé le théorème d'impossibilité (le théorème d'Arrow) (Schaad, 1998, p. 38). Condorcet avance, que les électeurs comparent chaque variante avec chaque variante. Son critère respecte les préférences ainsi que le vote pluraliste selon de nombreux points d'électeur.

Il y a toutefois un problème, qui se forme pendant l'application de cette règle. Ce problème se passe lorsque les conditions d'un paradoxe de vote sont remplies. Selon sa règle, le vainqueur ne peut pas être attiré. La raison est l'électeur avec deux préférences. Cela conduit à un processus de choix incomplet. Le théorème d'impossibilité d'Arrow dit: *il n'y a pas de méthode de vote sur le principe d'une règle de majorité qui garantit l'efficacité, respecte les préférences et ne dépend pas de l'ordre*³ (Pavel & Vitek, 2010, pp. 23-25).

Dans les pays occidentaux, une règle est utilisée lorsqu'il existe un accord substantiel d'une majorité absolue (plus de 50 %), ce qui exclut l'existence de plusieurs majorités. Il y a ici aussi un problème. Il réside dans les coûts externes des individus. Ces coûts sont plus élevés et ils ne peuvent pas dominer de payer, c'est pourquoi il est nécessaire d'avoir un accord de 75 % votes. L'optimum parétien dans ce cas n'est pas attendu. Les individus, qui sont infléchis, cette minorité doit tolérer la lésion d'utilité. Du point de vue de ces individus, la décision de fournir des biens acceptés par l'État n'est pas satisfaite. Cette défaillance du marché les influence par la forme de prise en charge basse ou démesurée de ces biens (Schaad, 1998, pp. 41-42).

II.1.4.2 Le rôle des hommes politiques

Il faut mentionner le rôle des hommes politiques dans le secteur public. L'économiste américain Anthony Downs complète l'analyse des caractéristiques des choix publics. Downs apporte l'idée du «marché politique». C'est la façon de prendre des décisions dans les affaires publiques dans le secteur public. Ces affaires publiques doivent avoir leur importance dans le bien public ou dans le service public. Cette décision prend la forme d'offre et de demande des biens publics sur le marché politique. Les hommes politiques sont placés du côté de l'offre. Leur programme politique peut être compris comme le panier de la ménagère des biens publics. Le programme électoral s'approche au maximum des préférences de l'électeur médian. Il faut expliquer ici, la notion l'électeur médian, dans ce cas, il s'agit du théorème de l'électeur médian. Ce théorème affirme, que si le nombre d'électeurs est impair et la préférence est une, la décision est transitoire et correspond à l'optimum de l'électeur médian (Maaytová, et al., 2015, pp. 36-38).

On peut arriver à une situation des informations imparfaites. Les parties particulières n'ont pas toutes les informations. Les informations apportent des coûts élevés de transaction. Ces frais empêchent les électeurs d'être informés des intentions des politiciens. D'un autre côté, ce problème empêche les politiciens de trouver les préférences des électeurs.

³La traduction de l'auteur: Neexistuje žádná hlasovací metoda na bázi většinového pravidla, která by nezávisle na agendě (jediným pořádku), zaručovala efektivnost a repsektovala individuální preference.

À cause des coûts élevés, le gouvernement engage des médiateurs pour avoir des électeurs de son côté. Cela distribue le pouvoir central aux représentants décentralisés (Schaad, 1998, pp. 44-45).

Il arrive que les politiciens préfèrent les intérêts des électeurs avec des financements plus élevés. Parce que les propriétaires des moyens apparents ont plus de pouvoir que ceux qui correspondent aux votes, les politiciens préfèrent le groupe des électeurs de manière rationnelle (Schaad, 1998, p. 45).

Le gouvernement est conscient de l'existence d'électeurs mieux informés et d'autres moins informés. Il est donc clair, que le gouvernement est orienté vers les mieux informés. Toutes les mesures, que le gouvernement prend, les électeurs les mieux informés les attribuent au gouvernement. De plus, les électeurs les mieux informés ont plus d'effet sur la politique. Les politiciens n'empêchent pas l'influence des groupes d'intérêts et les lobbyistes, dans le cas où ils ne veulent pas menacer leur réélection. Les politiciens ne peuvent pas satisfaire les souhaits de tout le monde. Ils accomplissent donc les souhaits des groupes avec moins d'influence (Schaad, 1998, pp. 46-47).

Selon Downs, l'État ne peut pas influencer la défaillance du marché. Le gouvernement empêche d'atteindre l'optimum parétien. Le gouvernement lui-même n'est pas intéressé par cet optimum. Dans une démocratie, la situation optimale parétienne ne peut pas s'obtenir. Le facteur important est le temps. Il y a une limitation temporelle des politiciens. Les politiciens aspirent au succès à court terme. Les investissements peuvent l'expliquer. Ces investissements apportent des revenus à court terme, mais les coûts se montrent dans le futur (Schaad, 1998, pp. 46-47).

II.1.4.3 Le rôle de la bureaucratie

Dans ce sous-chapitre nous aborderons la problématique simplifiée de la bureaucratie. Cette problématique montre le comportement inefficace des bureaucrates (Maaytová, et al., 2015, p. 38).

Dans les affaires publiques, le terme bureaucratie a trois sens. Le premier correspond aux opérations exercées par les affaires publiques, le deuxième sens fait référence aux catégories des fonctionnaires, qui sont classés selon le pouvoir délégué à un fonctionnaire et enfin, nous pouvons comprendre la bureaucratie comme étant l'exécution du pouvoir qui résulte de la délégation du pouvoir aux fonctionnaires (Maaytová, et al., 2015, p. 38).

La bureaucratie jette des regards rapides dans la théorie des choix publics comme un acteur qui se comporte dans un cadre de rationalité économique. Cette rationalité se manifeste dans un effort de maximisation sa propre fonction d'utilité. Cela se reflète mieux

dans la tendance à maximiser le budget d'organisation publique sans égard de la gestion des ressources publiques. La bureaucratie s'efforce donc de dépenser toutes les ressources à la fin de l'année budgétaire. À cause de cette dissipation, les ressources disponibles sont utilisées inefficacement et non fonctionnellement. Cette bureaucratie dispose un monopole des informations et peut facilement influencer la décision des politiciens. De ce fait, le budget de l'État augmente régulièrement, sans égard de la gestion des ressources (Maaytová, et al., 2015, p. 39).

De cette façon, les bureaucrates peuvent proposer qu'une certaine quantité de biens soient produite. Avec ce niveau des biens, les coûts correspondent aux contributions totales. Dans le cas où, les coûts commencent à excéder les contributions, on arrive à une perte de l'efficacité (Ochrana, et al., 2010, p. 34).

La question est donc de savoir s'il est possible d'éliminer ce comportement? La réponse est oui, mais seulement dans une certaine mesure. Le contrôle public de la bureaucratie peut aider, mais une autre façon peut être la création d'un système d'évaluation économique des programmes et des politiques publiques (Ochrana, et al., 2010, p. 34).

II.2 Le rôle des organisations sans but lucratif pendant les défaillances du marché

Dans le sous-chapitre précédent qui traite des défaillances du marché, nous partons de l'idée selon laquelle le marché n'est pas capable d'assurer une quantité de biens suffisante par rapport à la qualité demandée. Donc une question se pose et qui consiste à se demander, s'il y a un facteur qui est capable de compenser cette défaillance (Schaad, 1998, p. 54)?

Si nous résumons les informations précédentes de la défaillance du marché, nous trouvons que le marché est défaillant à plusieurs niveaux: les informations asymétriques empêchent la réalisation de contrats optimaux et le marché n'est pas capable d'assurer suffisamment des biens avec les externalités positives. Le manager joue ici un rôle important. Concrètement leurs aptitudes d'assumer le risque et le montant des coûts du contrôle, pour obtenir un contrat optimal. Il y a des biens, qui incitent les managers des organisations à utiliser les avantages informationnels. Cela crée un désavantage pour les consommateurs. Les managers, qui sont récompensés par le résidu, peuvent partager le bénéfice entre eux. La qualité des biens produits n'est pas importante pour eux. Ils peuvent aggraver la qualité du bien et la révélation immédiate du côté des consommateurs ne les menace pas (Schaad, 1998, pp. 54-55).

Au contraire, les managers qui ne sont pas récompensés par le résidu, mais ils ont un revenu fixe et en même temps une condition, que ces revenus doivent être utilisés pour le soutenir les buts des organisations. Dans ce cas, les managers perdent l'impulsion de ce comportement. Les consommateurs des organisations sans but lucratif peuvent compter sur l'exécution des contrats. Grâce à cette situation, les organisations sans but lucratif obtiennent une confiance (Schaad, 1998, p. 55).

Henry Hosmann souligne l'influence d'échec du contrat aux organisations sans but lucratif. Il s'agit des organisations sans but lucratif qui sont soumises à la contrainte de non distribution. Cela interdit l'utilisation du revenu pour maximiser les profits des managers. Il en résulte que les organisations sans but lucratif sont une bonne alternative aux organisations lucratives. Pour une meilleure compréhension, le principe de principal – agent peut être appliqué ici. Dans notre cas, le principal est le donateur, qui n'a pas de contrôle sur le don après l'opération. L'Agent (dans notre cas le manager) a un avantage informationnel. À la caducité de contrainte de non distribution, le manager utilise le revenu pour son utilité propre au lieu de l'augmentation des actifs des organisations sans but lucratif. Ces organisations ont l'avantage de limiter l'utilisation du revenu, contrairement aux organisations lucratives. Les organisations sans but lucratif offrent des solutions efficaces. Les organisations sans but lucratifs disposent d'impulsions qui aident à la coopération ou au paiement des contributions (la forme des cadeaux est aussi possible). Elles exécutent la pression (la publication de la liste de donateurs, la désignation d'installation selon le donateur). La pression sociale est basée sur des normes et des valeurs sociales (Schaad, 1998, pp. 55-56).

Dans le cas des organisations sans but lucratif avec l'élément commercial (les écoles), il y a la possibilité de contrôle dans une certaine mesure. Dans le cas des écoles, les parents (payeurs des contributions) ne sont pas des utilisateurs directs du service. Mais leurs enfants ne sont pas capables d'évaluer la qualité d'éducation. Les parents ne veulent pas se fier à leurs enfants et choisissent les écoles, qui sont fondées par des organisations sans but lucratif. Il en résulte que les organisations sans but lucratif sont préférées par les gens, qui ne croient pas aux compétences propres du contrôle d'éducation (Schaad, 1998, p. 57). Cela peut être aussi le cas des maisons pour les personnes âgées, qui sont supportées par la fondation Krása pomoci. Si les gens veulent aider les seniors, ils choisissent plutôt les maisons qui sont soutenues par cette fondation (ou autres fondations), parce qu'ils sont sûrs, que leur aide (financière ou matérielle) est utilisée directement et exactement dans cette maison.

Un des avantages des organisations sans but lucratif par rapport aux organisations lucratives est le fait, qu'elles empêchent les tendances aux comportements défavorables. Ou

sinon elles limitent ce type de comportement. Richard Titmuss a fait une application sur l'exemple de don de sang. Quand la récompense de don a été introduite, la qualité de sang a commencé à se dégrader. Les gens qui ont besoin de cette récompense, font des dons de sang alors que les gens désintéressés de la récompense ne font pas de don. Pour les organisations lucratives est importante la quantité est prioritaire, tandis que la qualité est prioritaire pour les organisations sans but lucratif. Pour limiter cet effet, Tittmus propose une alternative aux organisations sans but lucratif, qui ne refusent pas de système marchand. Ici, la confiance a un rôle important. Le principe est que, les organisations sans but lucratif parient sur la confiance et grâce à ce pari, elles attirent bons risques. De ces raisons, le sang mauvais n'est pas donné (Schaad, 1998, pp. 57-58).

Tittmus cherche aussi la preuve du travail effectif des organisations sans but lucratif. La seule efficacité ne peut pas être confirmée ou infirmée. Il est impossible d'exclure la méfiance dans des organisations sans but lucratif. Cela dépend de la zone d'activités. Les organisations sans but lucratif satisfont des besoins de différentes façons, que les formes institutionnelles ne sont pas capables de satisfaire (Schaad, 1998, pp. 62-63). L'exemple concernant notre fondation choisie: *Krásá pomoci* aide les seniors qui restent dans leurs propres maisons. La fondation s'occupe de toutes les démarches nécessaires (expédition des allocations logement, levée des médicaments). Ni les hôpitaux ni les autres institutions n'aident les seniors dans ces types de problèmes. La fondation *Krásá pomoci* coopère avec les hôpitaux, qui contactent cette fondation dans en cas de besoin de certains seniors et la fondation prend en charge la suite.

II.3 Le rôle des organisations sans but lucratif pendant l'échec d'État

Dans ce chapitre, on s'oriente vers l'attribution des biens publics pour la population, concentré sur l'échec de l'État. Les altruistes et les entrepreneurs politiques jouent un rôle important (Schaad, 1998, p. 69).

Nous concentrons d'abord sur la notion d'altruisme. En effet, l'altruisme peut être défini simplement comme un comportement non égoïste d'un individu. C'est un comportement dans lequel les intérêts d'autrui sont préférés à ces propres intérêts (Co je to?, 2017)

Charles Keating affirme, que le comportement altruiste n'existe pas. Ce comportement est attaché à l'attente de contre - service. L'individu ne peut attendre de contre - service, mais il suffit d'avoir une reconnaissance sociale ou une certaine gratitude (Schaad, 1998, pp. 69-70).

Timothy Brennan affirme, que les individus se comportent égoïstement, mais ils ne donnent pas cette impression à l'extérieur. Les dons d'individus égoïstes ne sont pas donnés volontairement, mais représentent une assurance contre la guerre ou l'hyperinflation, et peuvent être interprétés comme une assurance contre la croissance des crimes. Les crimes sont causés généralement par des individus pauvres, qui n'ont rien à perdre. Ces dons ou ces paiements ne sont pas selon un critère parétien, une garantie d'un nombre suffisant des individus, ce qui laisse la place à des comportements de passager clandestin (Schaad, 1998, p. 70).

Le dilemme du prisonnier est présent ici. Si les individus veulent s'en débarrasser, ils doivent renoncer à toute forme de maximisation de leur propre utilité. Ici, cela dépend complètement de l'homogénéité des besoins. Selon le professeur Robert Sugden, les individus s'efforcent de maximiser leur propre utilité, mais ils sont contre le principe moral. C'est pourquoi les individus fournissent les contributions, mais ne produisent pas les biens publics eux-mêmes, quand quelqu'un d'autre peut le faire à leur place. Ici, l'optimum peut être atteint, mais seulement dans le cas où tous les besoins sont homogènes. Si ce n'est pas le cas, le bien lui-même ne peut pas être produit. Mais parce qu'un individu désire son utilité propre, il contribue à ces biens où il peut avoir cette utilité (Schaad, 1998, pp. 70-71).

Ici, nous arrivons ensuite à la deuxième notion celle de l'entrepreneur politique. Un entrepreneur politique participe à la fondation d'organisation fournissant le bien, quand il en aura le bénéfice. L'entrepreneur lui-même ne peut pas avoir besoin de ce bien. L'entrepreneur politique peut imposer des coûts aux membres. Ces coûts sont dans l'estimation de la valeur marginale. Cette estimation n'atteint pas le montant des coûts. Les individus paient plutôt la contribution, si l'utilité du bien est supérieure à leurs coûts. De cette façon, il y a une grande probabilité d'obtenir plus d'argent (plus des contributions). Parce que l'entrepreneur a son propre intérêt à l'adhésion, il augmente la connaissance du bien et incite à faire des dons. Ces entrepreneurs fournissent seulement les biens publics. L'entrepreneur social fonctionne sur le même principe. Cet entrepreneur s'approprie le profit de la demande de changement social, parce qu'il satisfait cette demande (Schaad, 1998, pp. 71-73).

Les organisations sans but lucratif surmontent aussi le dilemme du prisonnier. Dans ce dilemme, on suppose qu'il y a toujours une meilleure stratégie dominante, c'est-à-dire la non-coopération des deux parties. Mais cela ne mène pas à une solution optimale. On peut comprendre, que lorsque le résultat de la non - coopération pour les deux est mauvais, la coopération est, à plus forte raison, la stratégie dominante. On peut mentionner ici, que l'échec répété conduit à la coopération sur la base des expériences précédentes. On pourrait s'attendre,

que le bénéfice futur prévu dépasse les coûts. Ici, la taille du groupe joue un rôle important. Dans un grand groupe, le membre qui ne paye pas de contribution, peut le faire facilement (théorie du passager clandestin), mais dans un groupe plus petit, chaque contribution a un poids plus important. Qu'est - ce qui fait qu'un membre paie la contribution? C'est la pression, déjà mentionnée ou la fourniture d'avantages économiques, qui peuvent être utilisés pendant l'adhésion. Parce que la taille de groupe est bien ordonnée, le dilemme du prisonnier peut être, en théorie surmonté (Schaad, 1998, pp. 63-68).

Résumé:

Des faits mentionnés plus hauts, qui concernent les défaillances du marché et d'État, il en résulte une demande mixte des biens publics. Le marché n'est pas toujours en mesure de satisfaire ces besoins (qualitatifs et quantitatifs) et l'État commence à intervenir (à cause de son caractère) satisfait les besoins de l'électeur médian. Il y a toujours une partie de la société, qui est négligée ou délaissée par le gouvernement. Voilà une place pour la fondation des organisations sans but lucratif.

Cette demande, que l'État n'est pas capable de couvrir, les organisations sans but lucratif peuvent la satisfaire. L'hétérogénéité des besoins joue un rôle important ici, quand il y aura plus de besoins différents, les organisations sans but lucratif prospéreront beaucoup mieux.

Les organisations sans but lucratif surmontent le dilemme du prisonnière plus facilement que les organisations lucratives ou les organisations publiques. Les organisations sans but lucratif individuelles sont des groupes plus petits avec une adhésion bien ordonnée et des relations sociales solides, ce qui signifie que les contributions des individus ont une grande influence.

Comme mentionné ci - dessus, les organisations sans but lucratif fournissent des biens publics, qui ne sont pas les mêmes que ceux de l'électeur médian. Ensuite un autre aspect important est le fait, que les revenus des organisations sans but lucratif ne peuvent pas être divisés entre les managers.

Au début de ce travail, la question a été posée: *Quel est le rôle joué par les fondations dans l'économie et dans la société?* On peut, de manière générale, appliquer la réponse à toutes les organisations sans but lucratif qui opèrent dans l'économie sociale et solidaire et pas seulement aux fondations. La réponse à cette question se trouve dans le texte précédent et elle est univoque. Les organisations sans but lucratif, de la même façon que les fondations, ont un rôle compensatoire important dans l'économie. Elles essayent de compenser les défaillances du marché et les interventions de l'État qui échouent.

Du texte précédent, on peut en déduire le fait, que le rôle social des organisations sans but lucratif (y compris les fondations) est qu'elles satisfont les besoins, qui ne correspondent pas aux besoins de l'électeur médian. Ce sont surtout les besoins de ceux qui sont défavorisés économiquement ou socialement.

II.4 Les problèmes des organisations sans but lucratif

Dans ce chapitre, on va examiner les problèmes des organisations sans but lucratif. On expliquera ces problèmes avec les changements dans la loi.

II.4.1 Les problèmes concernés par les changements dans la loi

Les organisations sans but lucratif sont confrontées à de nombreux problèmes avec l'évolution de la loi et de la société. Dans ce sous-chapitre on va esquisser les problèmes, qui surviennent avec le changement dans le domaine juridique. Plus précisément, ce sont les changements que nous trouvons dans Nouveau Code civil ⁴(la loi des corporations commerciales).

Depuis janvier 2014, les modifications de la loi sont entrées en vigueur, qui concernent uniquement les organisations sans but lucratif. Ces changements se trouvent dans le Nouveau Code civil 89/2012 Coll. Ces changements concernent la transformation de nombreux types d'organisations (Pomoc v domácnosti, 2015).

L'un des changements est la transformation des associations civiques en association. Les associations civiques ont fréquemment fait partie de cette forme. Cette forme juridique a été annulée en 2014 et toutes les associations civiques ont eu trois ans pour effectuer le changement. Les associations civiques peuvent donc choisir leur changement en associations, instituts ou coopérative sociales (Pomoc v domácnosti, 2015). Les nouvelles associations peuvent justifier les différences dans les changements de statuts, parce que la loi contrôle plus en détail la fonction des associations, que les anciennes associations civiques (Tomáščáková, 2014). L'autre changement concerne les fondations. Les fondations obtiennent un nouveau caractère. Ce caractère est en plus très détaillé. La loi précédente a été annulée et est aujourd'hui redéfinie. Les fondations et les fonds de fondations font partie des fondations, qui sont définis comme l'association de la propriété qui est utilisée pour certains buts délimités (Pomoc v domácnosti, 2015). Le changement exige l'obligation d'adapter la liste de fondation, le statut ou le nom. Le renforcement des droits du fondateur arrive aussi avec ce

⁴ Nouveau Code civil - Nový občanský zákoník

changement. Le changement doit désormais être effectué dans les deux ans (Tomáščáková, 2014).

Les nouvelles formes juridiques sont prévues dans le nouveau Code civil. Ces formes sont la coopérative sociale et l'institut. Les instituts sont fondés pour fournir des services d'utilité publique de nature différente. Au contraire, la coopérative sociale est fondée pour l'intégration économique et sociale des personnes défavorisées (Pomoc v domácnosti, 2015).

Le dernier changement est la transformation de la société bénéfique en institut ou en coopérative sociale. Cette transformation peut s'effectuer, mais ce n'est pas obligatoire. Après un délai de trois ans, les sociétés bénéfiques ne vont plus être créées (Pomoc v domácnosti, 2015).

Ces changements ne font pas du bien aux organisations sans but lucratif. En plus des complications administratives, la loi apporte aussi des problèmes de nature professionnelle. Ces problèmes remontent à la surface de la recherche du ministère du Travail et des Affaires sociales⁵. La majorité des organisations est fondée par des personnes, qui veulent aider les gens défavorisés dans certains domaines, le fondateur de ces organisations a peu de connaissances de la dimension professionnelle (Pomoc v domácnosti, 2015).

Selon le ministère, les organisations sans but lucratif ont besoin de spécialistes. C'est la raison pour laquelle, le ministère propose la construction de capacités et la professionnalisation des organisations sans but lucratif. Ce programme permet aux organisations sans but lucratif de faire appel à des spécialités (dans le domaine de la comptabilité, marketing) grâce à des dotations (Pomoc v domácnosti, 2015).

II.4.2 Problèmes dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée

La problématique de la taxe sur la valeur ajoutée des organisations sans but lucratif est très compliquée. Dans ce sous-chapitre nous tenterons brièvement de décrire cette problématique.

Beaucoup d'organisations sans but lucratif pensent, que la TVA n'est pas leur problème, or elles se trompent. La loi sur la taxe sur la valeur ajoutée définit le périmètre des personnes, qui sont imposées et qui doivent payer TVA. Entre ces personnes morales, on trouve aussi les personnes morales sans but lucratif, lorsqu'elles réalisent des activités économiques (Záhumenský, 2015). Ici, il faut surveiller la limite pour payer la TVA. Si le

⁵ Ministère de Travail et des Affaires sociales - Ministerstvo práce a sociálních věcí

chiffre d'affaires dépasse 1 000 000 de couronnes tchèques pendant 12 mois consécutifs, elles deviennent un payeur de TVA (Jun, 2015a).

La loi sur la TVA libère certaines activités. Si les organisations sans but lucratif font seulement ces activités, elles ne peuvent pas être déclarées comme payeur de TVA. Ces activités sont:

- La fourniture d'activités comme contrepartie d'une cotisation pour les membres, qui sont liées au sport
- La fourniture de services culturels et la fourniture de marchandises, qui ont un rapport avec cette action
- La fourniture des services et marchandises, qui ont un rapport avec les informations ci-dessus et qui exclusivement servent au financement d'activité principale des organisations sans but lucratif (Záhumenský, 2015).

En outre, cela ne s'applique pas aux contributions reçues des membres, aux dotations provenant du budget de l'État ou aux contributions des collectivités locales (Jun, 2015a).

En ce qui concerne les dotations, si les organisations sans but lucratif obtiennent une dotation, ce n'est ni pour la vente des marchandises ni pour la fourniture de services, cela ne concerne pas la TVA. Au contraire, si la dotation couvre les coûts jusqu'à un certain montant et on passe à la vente des marchandises, cette vente est soumise à la TVA (Záhumenský, 2015).

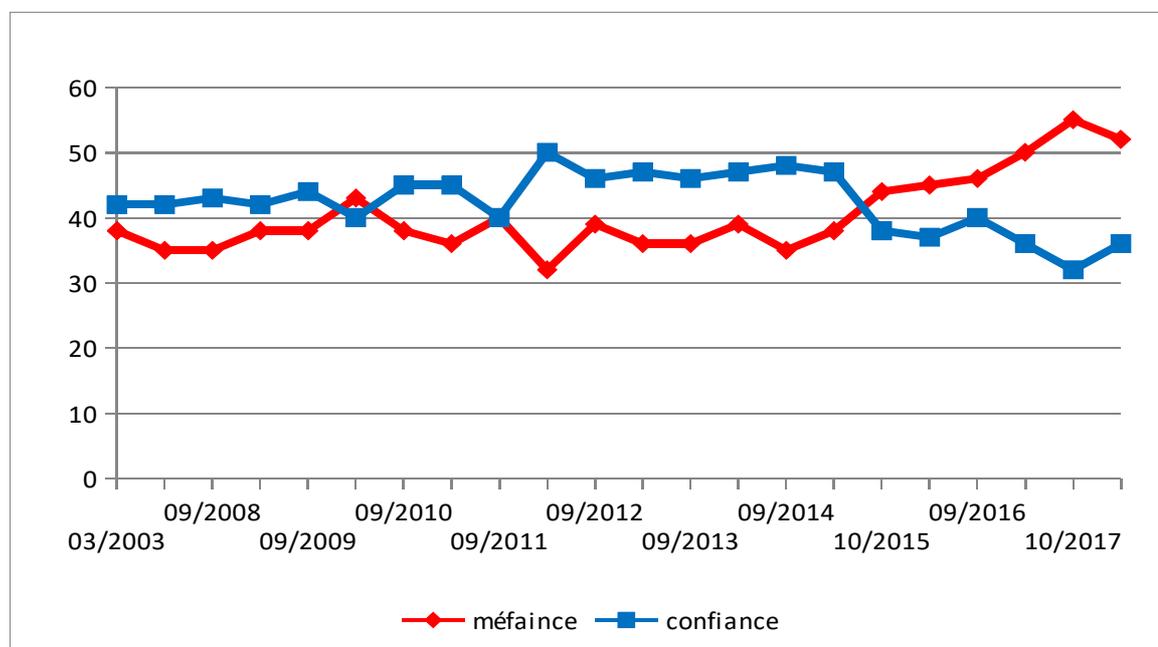
Cette problématique est très compliquée, les informations ci-dessus sont seulement une description courte. Il faut regarder chaque changement législatif pour orienter les organisations sans but lucratif. Pour les organisations sans but lucratif, il en résulte que: si les organisations sans but lucratif deviennent payeur de TVA, leurs droits à leur compatibilité et à la formation des employés augmentent significativement. Au contraire payer la TVA peut avoir un avantage en apportant un équilibre pour les organisations sans but lucratif. Puis, la pression, qui est créée pour mieux comptabiliser, peut améliorer le système. Le système que certaines organisations sans but lucratif n'ont toujours pas. L'autre avantage est relatif au dossier des organisations effectif économique et de taux (Jun, 2015b).

II.4.3 Les problèmes de la méfiance

L'un des problèmes, qui est influencé par la société elle-même est celui de la confiance des organisations sans but lucratif. Selon un sondage, qui a été réalisé par le Centre

de recherche sur l'opinion publique⁶, il apparaît que la société n'a plutôt pas confiance des organisations sans but lucratif. On peut le comparer à l'aide du graphique, qui a été réalisé par ce centre (Hanzlová, 2018).

Le recherche n°1: La méfiance et la confiance dans la société entre les années 2003–2018



(Hanzlová, 2018)

On peut voir dans le graphique, que les organisations sans but lucratif ont été jugées plus fiables en 2012. Depuis octobre 2014, la méfiance a augmentée d'au moins 40 %, et parfois plus de 50 % des répondants n'ont pas confiance dans les organisations sans but lucratif. La confiance la plus faible a été enregistrée en octobre 2017, car seulement 32 % des répondants ont exprimé de la confiance envers les organisations sans but lucratif. Depuis octobre 2017 à mars 2018, la confiance a légèrement augmenté. Selon les études statistiques, les femmes ont davantage confiance que les hommes, les jeunes de moins de 29 ans, les personnes interrogées avec un bon niveau de vie, ou les gens interrogés orientés politiquement à droite (Hanzlová, 2018). Au début de la recherche, dans les années 2008 - 2009, on peut voir une certaine stabilité. Nous pouvons affirmer, que la stabilité relative se trouve aussi entre les années 2012 - 2014, alors la confiance est relativement stable envers les organisations sans but lucratif. La confiance la plus haute est dans l'année 2012.

Les organisations sans but lucratif ne souffrent pas de la méfiance. Cette méfiance est causée davantage par la confusion. La critique la plus forte concerne en particulier les

⁶ Centre de recherche l'opinion publique - Centrum pro výzkum veřejného mínění

mouvements activistes qui relèvent de la société civile, mais pas les organisations sans but lucratif. S'il y a cette confusion dans la société, la méfiance est compréhensible (Cerqueirová, 2018).

Les personnes pensent souvent, qu'elles vont très bien. En 2016 par exemple, 18 milliards de couronnes tchèques ont été dépensés dans ce secteur (Asociace veřejně prospěšných organizací ČR, 2018). Il faut faire attention ici à la différence entre les dons et les dotations. Les organisations essaient de couvrir les coûts des services fournis avec l'aide des dotations, mais tous les coûts ne sont pas couverts par les dotations et les organisations sans but lucratif doivent chercher d'autres sources de financement. Souvent, les idées fausses selon lesquelles les organisations sans but lucratif sont bien, provoquent de la méfiance dans la société (Cerqueirová, 2018).

L'un des derniers facteurs de la méfiance est le fait qu'il existe encore des collectes de bienfaisance auxquelles de nombreuses personnes contribuent. En 2011, il n'y a eu aucune sanction pour ces collectes. Les organisations sans but lucratif attendent des sanctions, qui concernent de telles collectes, comme les collectes qui sont faux (Česká televize, 2011). Aujourd'hui, ces collectes peuvent désormais recevoir des amendes de 500 000 couronnes tchèques (Ministerstvo vnitra České republiky, 2014).

III Krása pomoci

D'après l'Office tchèque⁷ des statistiques, la population tchèque est formée au total de 20 % des seniors (Český statistický úřad, 2017). De plus en plus, notre société est composée essentiellement de personnes âgées de 65 ans et plus, qui sont souvent placées aux soins institutionnels, parce que leurs familles ont le sentiment d'être gênées ou leur prise en charge par leurs familles peut être très difficile sur le plan financier et aussi au niveau émotionnel.

Pour cette raison, un certain nombre d'organisations, s'orientent vers l'aide des retraités placés dans des foyers pour personnes âgées pour qu'ils ne sentent pas seules et isolées et qu'ils puissent mener une vie sociale active sans être séparées de la société. Une des organisations actives dans ce secteur est l'organisation sans but lucratif *Krása pomoci*.

III.1 Les informations générales de Krása pomoci

Krása pomoci est une organisation sans but lucratif, qui fait partie des fondations. Le fondateur de cette fondation est Taťána Gregor Brzobohatá.

Cette fondation est spécialisée dans l'aide des seniors. Leurs visions sont des seniors satisfaits, qui vivent une vie satisfaite dans leurs maisons. Leurs valeurs sont définies simplement comme le vieillissement positif, l'humanité, la confiance est une vie digne à la maison. Son objectif principal pour est d'aider à atteindre une vie active, positive et de bonne qualité des seniors chez eux dans leurs maisons. La perception des seniors avec respect est importante dans la société en République tchèque (Facebook/Nadace Taťány Kuchařové - Krása pomoci, 2008).

La fondation *Krása pomoci* est née en 2008 (aujourd'hui, la fondation représente déjà dix ans d'aide), en pleine crise financière (Stachová, 2018). L'idée de création d'une organisation sans but lucratif Taťána Gregor Brzobohatá a été retenue pendant sa mission de Miss Monde. Pendant cette mission, Taťána a remarqué, qu'on n'avait pas beaucoup des projets dédiés aux seniors. La directrice de la fondation madame Mgr. Stachová Michaela m'a informée dans une interview, qu'elles ont fait des recherches. Ces recherches ont prouvé, que la question des seniors est traitée au minimum (Stachová, 2018).

La fondatrice de la fondation, comme on déjà souligné ci-dessus, est Taťána Gregor Brzobohatá. Elle est aussi un top modèle, philanthrope et présidente du conseil d'administration. Taťána fait de partie de la seule personnalité internationale dans notre pays, connue pour son soutien des seniors de longue durée. Elle nous a représenté et notre secteur sans but lucratif à l'ONU (Krása pomoci, 2008). En janvier de cette année, Taťána est

⁷ L'Office tchèque des statistiques - Český statistický úřad

intervenue à la conférence de l'ONU pour les jeunes *ECOSOC Youth Forum 2018*⁸ à New York. Elle a tenu un discours pour soutenir les organisations locales. Elle a aussi prononcé la proposition de l'interconnexion des activités des jeunes volontaires avec ces organisations. Parallèlement, comme *ECOSOC Youth Forum*, la session de la commission pour le développement social s'est tenue où Tat'ána a fait son discours. Elle a abordé le sujet du vieillissement de la population. Dans le cadre de cette session, le discours a porté sur le sujet *Age of Aging* où l'on cherchait une solution systématique du vieillissement de la population (Reflex, 2018).

Sur leur site (web), la fondation a une phrase qui reproduit leur but futur. Ce but correspond au travail sur le changement du système, qui va être permanent et sur la prise en considération de l'évolution démographique de toute la société (Krása pomoci, 2008).

Une des activités de la fondation correspond à l'aide des familles qui s'occupent de leurs grands-mères et leurs arrière-grands-mères. Dans ce domaine, l'organisation apporte des conseils aux familles, sur lesquelles contributions elles ont le droit, comment et où ils les peuvent dégoter. Ensuite dans ce domaine, l'organisation fournit une aide directe aux seniors, qui veulent rester dans leurs maisons, mais ils ne peuvent pas prendre soin d'eux. L'organisation les aide à obtenir des contributions aux bureaux, puis à commander une ambulance pour les examens, à retirer les médicaments, à assurer le garde-malade, même à organiser la reconstruction de l'appartement. Une question demeure: comment la fondation peut-elle apprendre sur ces seniors? La réponse est simple, puisque les médecins de l'hôpital ou les médecins généralistes, contactent d'abord cette fondation et ensuite la fondation contacte les seniors (Krása pomoci, 2008).

La fondation coopère aussi avec d'autres entreprises. En 2006, *Krása pomoci* a commencé à lancer une campagne d'éducation populaire *Stařešina do každé korporace*. L'organisation s'efforce de montrer aux entreprises les avantages qu'elles peuvent avec les seniors. Quant aux seniors, ils ont la possibilité de se spécialiser et peuvent aussi avoir un gain d'appoint (Krása pomoci, 2008).

Krása pomoci a créé un projet appelé *Doma bez obav* pour aider les seniors qui vivent seuls. Dans ce projet, la fondation coopère avec les hôpitaux. Dans certains hôpitaux (l'hôpital *Na Homolce*, ou *Královské Vinohrady*) la fondation a construit une sorte des points de contact. Ces points servent d'aide, et les seniors ou leurs familles peuvent obtenir des informations ou ils peuvent encore demander des aides (Krása pomoci, 2008).

⁸ ECOSOC YOUTH FORUM - Les forum des jeunes du Conseil économique et social (ECOSOC). Ce forum a permis aux jeunes d'engager un dialogue avec les États membres et de discuter des cadres politiques pour faire avancer le programme de développement, des jeunes aux niveaux national et mondial.

Krásá pomoci s'occupe non seulement les seniors, mais aussi des autres organisations sans but lucratif. Pendant la durée de sa fonction, la fondation *Krásá pomoci* a distribué presque 30 000 000 de couronnes tchèques. Grâce aux volontaires, la fondation cautionne les seniors auprès la compagnie d'assurance, pour que les seniors ne sentent pas à l'écart (*Krásá pomoci*, 2008).

III.2 La fondation *Krásá pomoci* – sa naissance, son statut, des contributions et sa compatibilité

Dans le premier chapitre, nous avons vu, que la création de la fondation exige de remplir certaines conditions. La fondation doit s'inscrire dans le registre des fondations pour sa création. Avant l'inscription, la fondation doit faire plusieurs démarches comme assurer le statut de la fondation, déterminer les personnes qui vont être les membres des organes, assurer la propriété de la fondation jusqu'à 500 000 couronnes tchèques (Dobrozemský & Stejskal, 2016, pp. 202-213). Ces informations connues, maintenant on peut maintenant les détailler dans le cas de la fondation *Krásá pomoci*.

La fondation *Krásá pomoci* publie un annuaire sur son site, où on peut trouver des informations sur les changements, des audits, de la compatibilité, mais aussi des informations sur la création de la fondation. Nous allons partir des informations de l'annuaire le plus récent qui est publié par la fondation – l'annuaire de l'année 2016. (Le lien d'annuaire: http://krasa-pomoci.atondesign.cz/wp-content/uploads/2017/07/vz_2016.pdf)

La fondation de Taťána Gregor Brzobohatá - *Krásá pomoci* a été fondée par la charte fondatrice du 26 mai en 2008 et a été créé le 25 juin 2008 par inscription du registre de la fondation à la Cour municipale de Prague (*Krásá pomoci*, 2017). Une des conditions de l'inscription correspond à la précision du siège. Le siège de la fondation est à Prague 2. Pour les relations internationales, la fondation a le nom international *Beauty of Help Foundation* (*Krásá pomoci*, 2018).

Pour la création de la fondation, il faut avoir un certain montant de la propriété de la fondation. Dans ce cas, le montant est de 500 0000 couronnes tchèques (*Krásá pomoci*, 2017). Dans les chapitres suivants, on verra que cette propriété est en relation avec certains problèmes.

Une des informations de base et qui est importante est que la fondation ne doit pas être fondée dans l'objectif de réaliser de bénéfice. Les fondations sont créées pour des services sociaux et les objectifs économiques dits utiles. Le but de ces fondations, comme on l'a déjà

analysé dans le premier chapitre, est d'apporter bien-être général et dans un but caritatif (Dobrozemský & Stejskal, 2016, p. 202).

Quand on regarde le but et la mission de la fondation, on découvre que ces conditions sont remplies. Dans le statut de *Krása pomoci*, qui se trouve aussi sur son site, il est écrit, que le but de la fondation est d'assurer le soutien financier, humain, juridique, spécial et éducatif et l'aide pour les individus qui sont défavorisés socialement, économiquement et physiquement. La même aide de *Krása pomoci* est destinée aussi aux autres organisations et aux projets, qui soutiennent les individus défavorisés. Cette aide couvre tout le territoire de la République tchèque et l'étranger (Krása pomoci, 2018).

En ce qui concerne les organes, la loi détermine deux organes principaux: le conseil d'administration et le conseil de contrôle. Dans la fondation *Krása pomoci*, le conseil d'administration est composé de trois à sept membres. Le conseil d'administration se réunit au minimum quatre fois par an. Le conseil d'administration de cette fondation peut élire le vice-président, et peut destituer un membre. Deux membres agissent toujours ensemble au nom de la fondation (Krása pomoci, 2018). En 2016 dans la fondation, des changements ont eu lieu entre les membres du conseil d'administration et le conseil de contrôle. En 2016, le président du conseil d'administration est Taťána Gregor Brzobohatá et le conseil comporte trois autres membres. Deux signatures des personnes autorisées sont exigées pour la signature au nom la fondation (Krása pomoci, 2017)

Concernant le conseil de contrôle, il dispose de la fonction de contrôle. Il a trois membres. Après la fin de la période de fonctionnement, le conseil d'administration élit trois nouveaux membres pour les trois années suivantes. Ce conseil se réunit une fois par an. Les membres du conseil de contrôle ne doivent pas être des membres du conseil d'administration. La fonction de conseil du contrôle doit respecter certaines conditions, et présenter au moins une fois par an le rapport de leurs contrôles ou réviser l'arrêté de compte (Krása pomoci, 2018). Le président du conseil de contrôle est, depuis janvier 2018, Ing. Marcela Tomášková avec deux autres membres. Un des membres du conseil est aussi le mari de Taťána, Ondřej Gregor (Ministerstvo financí, 2018). En bref, il faut encore mentionner la redistribution des contributions. Le conseil d'administration décide de qui obtient la contribution. Les contributions sont redistribuées sur la base de contrat d'attribution, et il faut avoir l'affirmation de réception, quand le versement s'effectue au comptant. La contribution peut être aussi une attribution de service, sous la forme de location de livraison de service, ou les autres formes qui sont acceptées par la fondation (Krása pomoci, 2018).

La compatibilité de la fondation est entièrement conforme à la loi, tels qu'énoncés dans son rapport annuel. L'audit suivant le confirme. Pour ce travail, la compatibilité concrète n'est pas importante. Nous voyons seulement des données chiffrées. En ce qui concerne la description de la compatibilité, il faut mentionner qu'en 2016, la fondation a mis en place un centre comptabilité. Il s'agit les coûts des activités individuelles et des coûts généraux qui sont observées séparément (Krása pomoci, 2017).

En 2016 les coûts de la gestion ont été de 30 000 000 couronnes tchèques, cela représente 20% des contributions globales de la fondation. En ce qui concerne la gestion de la fondation, les contributions données pour le projet *Stařešina do každé korporace* est estimé à environ 1 403 000 couronnes tchèques. 2 600 000 couronnes tchèques ont été fournies par la fondation *Krása pomoci* et le reste par les autres organisations. Concernant les autres revenus, les revenus des personnes physiques ont apporté 980 387 couronnes tchèques. La subvention du ministère a été de presque 1 000 000 de couronnes tchèques et les contributions des DMS⁹ ont été de presque 30 000 couronnes tchèques (Krása pomoci, 2017).

Résumé:

En bref, on peut résumer les informations appliquées du chapitre précédent. Étant donné que la fondation elle-même fonctionne depuis déjà dix ans, on peut dire qu'elle a accompli toutes les conditions qui sont nécessaires pour la création de la fondation. La fondation s'est créé sur la base de la signature la charte fondatrice et l'inscription qui a suivi dans le registre de la fondation. Ce sont des conditions importantes pour la fondation des organisations, ainsi que l'indication du siège et le nom de la fondation.

Le but lui-même de la fondation *Krása pomoci* correspond aux règles générales pour la fondation. Leur but est de fournir des aides dans plusieurs domaines eut égards aux besoins humaines des individus défavorisés en particulier les seniors. On peut voir aussi, que les seniors font vraiment partie des individus défavorisés. Les recherches de la directrice de la fondation *Krása pomoci* et son fondateur les démontrent amplement.

La fondation respecte aussi la condition de deux organes (le conseil d'administration et le conseil de contrôle), qui jouent leurs rôles. On peut alors dire, que la fondation a rempli toutes les conditions nécessaires du point de vue juridique.

En ce qui concerne la compatibilité, l'examen de la compatibilité est possible sur leur site avec l'audit suivant, qui est réalisé par une entreprise externe. Cette partie est respectée aussi, en dépit de sa complexité. Ceci est confirmé par l'audit.

⁹ DMS - Services de messagerie des donateurs (dárčovská SMS)

III.3 Le rôle de *Krása pomoci*

Dans ce deuxième chapitre, nous savons déjà, que les organisations sans but lucratif jouent un rôle compensatoire important lorsqu'il y a défaillance du marché ou de l'État. Leur rôle dans l'économie est aussi important, parce qu'elles fournissent des moyens financiers là où ils sont nécessaires et l'État et le marché ne sont pas capables de les assurer.

Krása pomoci fait partie de ces organisations qui fournissent ces moyens avec succès. Nous verrons, si cette fondation comble ces défaillances. Et si les défaillances du marché existent réellement dans leur domaine d'activité ou d'intervention.

Sur notre marché, il existe aussi d'autres organisations, qui s'orientent vers l'aide aux seniors, ainsi que des projets pour aider les seniors, mais ils sont peu soutenus. D'après L'Office des statistiques tchèques, la population en République tchèque baisse. Le problème le plus grand est celui du vieillissement démographique de la population (Český statistický úřad, 2004).

Selon la directrice de la fondation, le marché réagit de manière flexible à l'évolution démographique dans notre pays, contrairement à l'État (Stachová, 2018). Quand on jette un coup d'œil sur l'assurance de l'aide financière des seniors du côté de l'État (sous la forme de contributions), le soutien d'État se divise en quatre groupes du premier degré jusqu'à quatrième degré (de 800 couronnes tchèques jusqu'à 12 000 couronnes par mois). Ces degrés sont subdivisés selon la difficulté du soin et la non-maîtrise des besoins fondamentaux. La réponse à la question, si le montant des contributions est assez élevé, est subjective. Dans les faits, la prestation couvre seulement 46 % cent du coût total pour les soins de longue durée. Le reste, ce sont les familles ou les seniors eux-mêmes qui les prennent en charge (Souček, 2016).

Les soins de longue durée des seniors ne sont pas seulement exigeant financement mais aussi dans la durée c'est-à-dire dans le temps. L'État n'est pas capable de s'adapter rapidement au vieillissement rapide de la population, les services des soins à domicile sont insuffisants et la capacité des soins institutionnels manque aussi (Stachová, 2018). Ici, la fondation a relevé les difficultés du marché à assurer efficacement ces services. Le projet *Doma bez obav* est une sorte de réponse aux lacunes du marché. Ce projet permet d'assurer, de manière complexe, les individus à la maison, la fondation assure les contributions, les outils pour une vie simple à la maison. La fondation constate, que pour les seniors, il est difficile de s'y connaître dans les différents services sociaux et les demandes d'aide. C'est une des raisons pour assurer tous ces services, qui facilitent leur vie à leur maison sans problèmes (Cimburková, 2018). Les volontaires aident à assurer l'aide aussi.

On peut percevoir la défaillance à la fois de l'État et du marché dans le domaine des seniors et le travail. Les progrès contemporains dans notre pays montrent, que le marché tchèque est capable de mobiliser la force de travail des seniors. Malheureusement, dans les nos jours 13 % des seniors travaillent, ce qui est moins que dans les pays scandinaves. Le soutien du côté d'État a beaucoup d'avantage dans ce domaine. Les seniors pourraient augmenter leur niveau de vie, l'État réduirait ses dépenses et ni l'État ni l'entreprise ne perdrait les expériences accumulées des seniors (Eurozprávy, 2017). Tařána Brzobohatá a noté elle-même pour le périodique en ligne, que les seniors ont toujours l'envie de travailler (Dědek, 2018).

Sur cette situation, *Krása pomoci* a réagi à travers la création du projet *Stařeřina do kařdé korporace*. Ce projet cherche des entreprises qui sont disponibles à employer des seniors. L'entreprise profite des expériences précieuses et les seniors sont intégrés dans la société par le travail. Dans le cas, où des entreprises sont intéressées par ce dispositif d'intégration, elles peuvent trouver le formulaire sur le site. La fondation compense de cette manière la défaillance de l'État (Krása pomoci, 2016).

Résumé:

Des informations que nous connaissons déjà, la fondation *Krása pomoci* a été créée sur la base des défaillances du marché et d'État. Concernant la défaillance du marché, la fondation a trouvé une lacune totale. Cette lacune, la fondation a résolu avec l'aide au projet, quand elle assure tous les besoins, qui sont nécessaires pour une vie simple et de qualité des seniors dans leurs maisons.

La défaillance d'État peut être observée dans le manque de soins institutionnels et de soins de qualité pour les seniors. Ensuite, l'État assure une aide financière de base pour les seniors. La défaillance d'État et du marché peut se voir aussi dans une fourniture insuffisante d'emplois pour les seniors.

Il faut mentionner, que les organisations sans but lucratif surmontent ce problème du passager clandestin. Et cette fondation arrive à le surmonter aussi. Tous les services financiers et matériaux, qui sont assurés par la fondation, sont utilisés exclusivement par les personnes auxquelles sont réellement destinés. Il n'est pas possible, que d'autres individus pour qui l'aide n'est pas destiné, de bénéficier de ces services utilisés.

III.4 Les problèmes pendant le fonctionnement de *Krása pomoci*

Dans le deuxième chapitre, nous avons vu les problèmes les plus fréquents des organisations sans but lucratif. Nous nous sommes concentrés sur les trois problèmes dans les

trois domaines. C'était le problème de la méfiance, le problème concernant de la complexité de la comptabilité et les problèmes qui ont été créés après le changement juridique. On analyse les problèmes dans les trois différents domaines.

Le premier problème auquel la fondation *Krása pomoci* a été confronté, est celui pour obtenir 500 000 couronnes tchèques comme propriété de la fondation. Ce problème a eu lieu du fait de la crise mondiale de 2007. Cette crise a eu plusieurs impacts sur l'économie tchèque. Ces impacts se divisent en plusieurs phases, quand dans la première phase n'ont pas été si grands. Dans la deuxième phase, on s'est trouvé surtout avec la baisse de la confiance des clients dans la stabilité des instituts, l'aggravation de la situation des entreprises dans divers domaines (Řežábek, 2009).

Au début de la fondation, il a été difficile, à cause de la crise, d'obtenir des moyens financiers pour l'aide des seniors. Durant cette période de crise, l'aide aux seniors n'était pas très populaire. Les amis de Taťána ont souvent aidé la fondation par des moyens financiers (Dědek, 2018).

Même si la fondation a des relations plus solides et plus stables avec ses partenaires, il est toujours difficile de rassembler des moyens financiers. La raison provient du fait, que la fondation qui aide les seniors n'est pas si attractive comme par exemple les fondations aidant les enfants. Même d'un point de vue marketing, les organisations s'orientant vers les enfants sont beaucoup plus populaires (Dědek, 2018).

Le problème avec la recherche des moyens financiers dans cette fondation est en relation avec la notion d'altruisme. Dans le deuxième chapitre, on a vu, que l'altruisme dans sa forme pure n'existe pas. Au début, la fondatrice Taťána Brzobohatá a rencontré ce problème, quand les autres entreprises ont voulu lui reprocher le fait, qu'elle soit très connue. Dans l'interview parue dans le journal en ligne Taťána dit, qu'ils ont voulu lui nuire à travers leur propagation sans intérêt de sa fondation. Il était question non seulement de son image, mais aussi de son temps. Pendant les différents rendez-vous qui ont été tenus, plusieurs promesses et engagements qui n'ont pas été tenus. De ce fait, elle a été contrainte de puiser dans les réserves propres, parce que le don était insuffisant pour tout couvrir (Dědek, 2018). Un des services que la fondation fournit est la coordination des soins. Dans ce service, on peut voir non seulement les lacunes qui éloigne le marché dans le domaine des services sociaux fournis par la fondation, mais présente aussi un problème. On peut trouver ce problème dans la loi sur les services sociaux. Cette loi ne prends pas en compte ce service, et l fondation ne peut en conséquence pas obtenir de dotation. La coordination des soins est un service fourni gratuitement, tous les coûts qui sont attachés avec ce service, ils sont remboursés des moyens

privés (les contributions des entreprises ou des individus). Généralement, les fournisseurs de services sociaux ont une administration difficile (Stachová, 2018).

La fondation a aussi des problèmes de manque de capacité. La fondation elle-même a uniquement quatre assistantes sociales et la directrice. Madame Stachová, comme directrice assure toute la gestion. Dans le cas, où la fondation veut commencer un nouveau projet, elle n'a pas suffisamment d'employés pour réaliser le projet. Bien au contraire, certains projets durent généralement longtemps à cause du manque de capacité (Stachová, 2018).

Résumé:

En ce qui concerne les problèmes des organisations sans but lucratif, on peut voir que cette fondation n'est pas sans problèmes. Les problèmes particuliers ne peuvent pas être divisés dans les sphères individuelles, car ces problèmes s'interpénètrent. Tous ces problèmes compliquent la fonction de la fondation.

Quand on compare les problèmes du deuxième et troisième chapitre, les problèmes particuliers sont différents. Quand on se focalise sur le problème de la méfiance dans notre société, on constate que la confiance dans les organisations sans but lucratif n'est pas élevée. Concernant la fondation elle-même et selon la directrice, la fondation n'a pas de problème de confiance. La méfiance tend vers Taťána G. Brzobohatá, parce qu'il y a des préjugés envers sa personne.

La majorité des problèmes de *Krásá pomoci* se résume dans les moyens financiers. Au début, il s'agit d'acquisition de la propriété de la fondation et d'acquisition des contributions pour les seniors au début de la fonction de la fondation. Ensuite l'obtention de la dotation pour le service spécial où la fondation paye elle-même des moyens privés.

Le manque de capacité pour la réalisation des projets nouveaux ou l'accélération de projet existant est aussi un problème. La fondation n'a pas une abondance de personnes avec les expériences nécessaires. Ce problème peut être classé parmi les problèmes généraux. Les problèmes généraux appliqués sur plusieurs types d'organisations sans but lucratif ne correspondent pas aux problèmes que confronte la fondation *Krásá pomoci*.

Conclusion:

Les organisations sans but lucratif font partie intégrante de notre société et notre économie. Les organisations sans but lucratif ne se résument pas aux associations civiques ou aux fondations qui aident les seniors, mais on peut trouver aussi parmi les organisations sans but lucratif, les partis politiques, les grandes écoles, les Églises. Toutes ces formes d'organisation ont des objectifs différents, des façons différentes d'accomplissement de ces buts et obtiennent les moyens pour ces buts de plusieurs façons. Le signe commun de ces organisations est l'utilité publique.

Ce mémoire de licence concerne les organisations sans but lucratif, avec une orientation particulière sur les fondations. Au début, on a posé la question centrale concernant le rôle des organisations sans but lucratif dans l'économie et dans la société. La question supplémentaire porte sur l'effet de la fondation *Krása pomoci* sur l'économie et sur la société. Dans ce travail, on s'est occupé de la position des organisations sans but lucratif, de la motivation de création et leurs problèmes, qui influencent globalement les organisations sans but lucratif. Ensuite, on a appliqué ces connaissances théoriques sur la fondation *Krása pomoci* s'occupant des seniors.

Les organisations sans but lucratif ont un rôle compensatoire important dans notre économie. Les organisations sans but lucratif sont une réponse à la défaillance de l'État et du marché. Dans le cas où le marché lâche et devient inefficace, quand l'État se met en rang pour pallier ou compenser ces défaillances. Les informations imparfaites et la redistribution des biens particuliers expriment la défaillance du marché. L'État s'efforce de corriger ces défaillances dans les plusieurs domaines, mais il n'a pas toujours réussi. Contrairement à l'État, le marché est capable de s'adapter au progrès démographique. L'État n'est pas suffisamment flexible. En République tchèque, la population vieillit du fait d'une natalité qui est de plus en plus basse. Il est possible de supposer que le marché et ses mécanismes permettront de s'adapter de plus en plus au problème du vieillissement de la population.

Par contre l'État lâche surtout dans le domaine du choix public et dans la sphère politique. Dans les deux cas, il s'agit de satisfaire les besoins de certains groupes. L'État ne réussit jamais à fournir toutes les ressources pour que tout le monde ait un certain bien-être. Il va chercher à satisfaire la majorité, la minorité aura en revanche le sentiment, que l'allocation des ressources est inefficace.

Dans notre cas, il s'agit surtout des individus défavorisés. Les organisations sans but lucratif sont fondées pour compenser ces défaillances. Grâce à ces organisations, les ressources sont fournies pour des individus qui sont handicapés ou défavorisés. Les

organisations sans but lucratif ne fournissent pas seulement des moyens financiers, mais aussi des services ou des moyens matériels pour satisfaire les différents besoins.

Une de ces organisations est aussi la fondation *Krása pomoci*. Cette fondation s'oriente dans un des domaines les moins soutenus, à savoir l'aide aux seniors. *Krása pomoci* remplit ici son rôle compensatoire.

La constatation importante de ce travail correspond au fait, que cette fondation a trouvé des lacunes sur le marché dans le domaine du soin des seniors. Marché tchèque n'assure aucun service, qui puisse fournir une telle aide afin d'assurer une vie de qualité aux seniors dans leur maison. La fondation est arrivée avec un projet, qui rend possible ce service. Ce service est accessible pour tous les seniors et leurs familles qui demandent cette aide. Pour une meilleure accessibilité à ce service, la fondation a mis en place des points de contacts aux hôpitaux, où les seniors ou leurs familles peuvent obtenir des informations.

Cette fondation a réussi à combler non seulement les lacunes du le marché, mais elle a aussi compensé la défaillance de l'État en particulier dans l'emploi des seniors. L'État a tendance à prêter peu d'attention et peu d'intérêt au travail des seniors après l'âge de retraite. La fondation a trouvé, que les seniors désirent travailler, alors elle est arrivée un autre projet, soutenu par l'État, les entreprises et les seniors. Grâce à ce projet, les seniors ont désormais la possibilité de travailler et de créer du lien social. Quant aux entreprises, elles ont obtenu l'une force de travail supplémentaire avec une expérience accumulée sur plusieurs années réduisant ainsi les dépenses d'État en matière de matière de formation.

Il convient de rappeler, que dans les mesures générales, les organisations sans but lucratif sont confrontées aussi à des problèmes en particulier ceux relatifs à la confiance et ceux survenus après le changement de la loi. Les problèmes (mentionnés dans ce mémoire) de la fondation *Krása pomoci* sont toutefois différents des autres fondation. La majorité des problèmes porte sur les moyens financiers et le manque de capacité avec les expériences nécessaires.

À la fin de ce travail, on peut dire, que les organisations sans but lucratif, et surtout la fondation *Krása pomoci*, jouent un rôle important pour notre économie et notre société. Les seniors font toujours partie intégrante de notre société et il arrive parfois que la société les oublie. Grâce à cette fondation *Krása pomoci*, ces gens peuvent mener une vie de qualité et positive dans leurs maisons tout en disposant de plusieurs formes de soutien comme l'aide, la compagnie ou encore les différents appuis nécessaires (conseils, etc.).

De point de vue économique, la fondation avec sa contribution financière, aide là où l'État et le marché semblent inefficaces et ne dominant pas. Le projet *Stařešina do každé*

korporace est un pas intelligent, qui peut réduire les dépenses de l'État et améliorer en même temps la situation matérielle des seniors.

Si la fondation enregistre des succès en élargissant leurs services traverse la République tchèque, cela aura globalement des effets positifs, et pour l'économie tchèque. La République tchèque pourrait devenir ainsi un exemple à copier ou à transposer pour d'autres pays.

En ce qui concerne les résultats de mémoire, la coopération avec la fondation ont été un peu compliquée à cause de charge de temps. Alors les informations de la fondation qui sont utilisées dans ce travail, ils sont des sources disponibles sur internet. On était compliqué de trouver des informations, en particulier les informations importantes pour les problèmes de la fondation. Pourtant on a réussi à trouver des problèmes que cette fondation a eu et les comparer. On a réussi à comparer les chapitres particuliers, à analyser les raisons de la création des organisations sans but lucratif et après d'appliquer à la fondation Krása pomoci.

Concernant du recherche conséquent, on peut foocaliser sur la problématique des moyens financiers et la manque de capacité avec les expériences. Il y a une possibilité de proposer la solution de cette problématique. Du point de vue de l'expansion des activités on peut proposer la méthode comment la fondation peut étendre la sphère de son activité.

Resumé

Tato bakalářská práce se zabývá neziskovými organizacemi. Zejména pak nadací Krása pomoci, která se orientuje na pomoc seniorům.

Neziskové organizace jsou nedílnou součástí naší společnosti. Je důležité vědět, že neziskové se nazývají proto, protože jejich primární činností není vytváření zisku. Tyto organizace se zaměřují zejména na pomoc znevýhodněným jedincům v naší společnosti. Nemusí se jednat jen o pomoc finanční, ale také o zajištění materiálních věcí či služeb. Autor se tedy touto prací snaží přiblížit neziskový sektor, jednotlivé neziskové organizace a získané poznatky aplikovat na vybranou organizaci.

Cílem této práce je zjistit, jakou roli mají neziskové organizace v naší společnosti a ekonomii a jakou roli zde hraje nadace Krása pomoci.

Práce je rozdělena do tří kapitol, z toho první dvě jsou teoretické. V první kapitole této práce jsme se zaměřili na teorii neziskových organizací. V první řadě jsme definovali neziskový sektor, poté neziskové organizace a jejich rozdělení.

Na jednotlivé neziskové organizace jsme se podívali z hlediska založení, zániku, ale také z hlediska jednotlivých orgánů. Pro tuto práci jsou nejdůležitější nadace, proto jsme se na ně zaměřili více.

Druhou kapitolu jsme rozdělili na dvě důležité podkapitoly. První podkapitola se zabývá důvody vzniku neziskových organizací. Neziskové organizace vznikají kvůli selhání státu a trhu. Těmito selháními se zabývá naše práce podrobněji. V jednotlivých podkapitolách se dozvíme, jak trh a stát selhávají a jakou roli v tom hrají neziskové organizace.

Druhá podstatná podkapitola se zabývá problémy neziskových organizací. Tyto problémy jsou rozděleny do třech odvětví (ekonomické, společenské a právní).

Poslední kapitola je zaměřená čistě na nadaci Krása pomoci. Poznatky z výše uvedených kapitol jsme aplikovali na tuto vybranou nadaci.

Jak už jsme výše zmínili, cílem této práce bylo určit postavení neziskových organizací v ekonomii a společnosti. Výsledek této práce je jednoznačný. Samotné neziskové organizace mají podstatnou roli v naší společnosti i ekonomice. Neziskové organizace u nás zastávají kompenzační roli. V případě, že selže trh v alokaci zdrojů, či v jiných ohledech, které jsou zmíněné v druhé kapitole, musí nastoupit stát se svými zásahy. Ne vždy jsou tyto zásahy úspěšné. A v těchto případech přichází na řadu neziskové organizace, které kompenzují tato selhání. Ve společnosti pak neziskové organizace pomáhají jedincům, kteří jsou nějak znevýhodněni. Obecně je známo, že se jedná o tělesně postižené, lidi bez domova, děti v dětských domovech a další.

Ve třetí kapitole, kdy jsme aplikovali dané poznatky, jsme došli k závěru, že i tato nadace má v naší ekonomice a společnosti důležitou roli. Zaměření této organizace je na seniory, kteří jsou stále součástí naší společnosti, ale není jim věnováno tolik projektů a podpory, jako jiným znevýhodněným osobám. To značil i průzkum nadace, kdy zjistila, že projekty na starší část naší společnosti jsou nejméně podporované.

Nadace se svými projekty velkým dílem přispívá k lepšímu životu seniorů u nás. Důležitým zjištěním v této práci je, že se nadaci podařilo najít mezeru na našem trhu a svým projektem tuto mezeru úspěšně pokrýt, což značí jejich pozitivní přínos nejen pro ekonomiku, ale také společnost. Dalším důležitým zjištěním je také projekt Stařešina do každé korporace, kde se objevují značné výhody nejen pro seniory (socializace, přivýdělek), ale také pro stát (snížení nákladů) a firmy (získávání celoživotních zkušeností). V případě, že se podaří systémová změna, o kterou nadace usiluje, bude to mít pozitivní vliv nejen na seniory, ale také na společnost a ekonomii.

Co se týče problémů nadace, zaměřili jsme se také na tři různá odvětví. Jednotlivé problémy se týkají získávání finančních zdrojů, problémy s nedostatečnými kapacitami v oboru s potřebnými znalostmi a zkušenostmi a s nedůvěrou vůči zakladatelce organizaci, nebo využívání její známé osobnosti v prospěch jiné firmy, bez zájmu o nadaci.

Důležitým faktem tedy zůstává, že nejen nadace Krása pomoci, ale také ostatní neziskové organizace v naší společnosti mají velmi důležitou roli a i malý příspěvek může pomoci k lepší budoucnosti.

Bibliographie

ASOCIACE VEŘEJNĚ PROSPĚŠNÝCH ORGANIZACÍ ČR, 2018. *Vyjádření AVPO ČR k výši dotací pro neziskový sektor* [en ligne]. Voir de: <https://www.avpo.cz/2018/vyjadreni-avpo-cr-k-vysi-dotaci-pro-neziskovy-sektor/>, page consultée le 9 avril 2018.

CERQUEIROVÁ, A., 2018. *Důvěra v neziskovky klesla. I kvůli kontroverznímu tématu migrace* [en ligne]. Voir de: <https://www.flowee.cz/on-air/rozhovory/2374-duvera-verejnosti-v-neziskovky-klesla-je-za-tim-i-politika-rika-marek-sedivy>, page consultée le 9 avril 2018.

CIMBURKOVÁ, T., 2018. *Krása pomoci* [en ligne]. Voir de: <https://www.dobrovolnik.cz/rozhovory-reportaze/krasa-pomoci>, page consultée le 26 avril 2018.

CO JE TO?, 2017. *Co je altruismus?* [en ligne]. Voir de: <http://cojeto.superia.cz/psychologie/altruismus.php>, page consultée le 3 avril 2018.

CZECH, 2009. *Neziskový sektor* [en ligne]. Voir de: <http://www.czech.cz/cz/Podnikani/Ekonomicka-fakta/Neziskovy-sektor>, page consultée le 5 mai 2017.

ČESKÁ TELEVIZE, 2011. *Bič na falešné sbírky - statistické pokuty* [en ligne]. Voir de: <http://www.ceskatelevize.cz/ct24/domaci/1236300-bic-na-falesne-sbirky-statisicove-pokuty>, page consultée le 9 avril 2018.

ČESKÉ PRÁVO STUIDUM, 2017. *Zánik a zrušení politické strany* [en ligne]. Voir de: <http://pravo-cz.studentske.cz/2009/04/72-zanik-zruseni-politicke-strany.html>, page consultée le 23 novembre 24 2017.

ČESKO, § 214 ods. 1 zákona č.89/2012 Sb., občanský zákoník. In: *Zákony pro lidi.cz* [en ligne]. Voir de: <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/2012-89#p214-1>, la page consultée le 24 novembre 2017.

ČESKO, § 214 ods. 2 zákona č. 89/2012 Sb., občanský zákoník. In: Zákony pro lidi.cz [en ligne]. Voir de: <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/2012-89#p214-2>, page consultée le 24 novembre 2017.

ČESKO, § 5 ods. 3 zákona č. 111/1998 Sb., o vysokých školách a o změně a doplnění dalších zákonů (zákon o vysokých školách). In: Zákony pro lidi.cz [en ligne]. Voir de: <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/1998-111#p5-3>, page consultée le 24 novembre 2017.

ČESKÝ STATISTICKÝ ÚŘAD, 2004. *Populační prognóza ČR do r.2050 - N* [en ligne]. Voir de: <https://www.czso.cz/documents/10180/20538390/4025rra.pdf/9142790b-9517-463c-860b-8fc78897f30d?version=1.0>, page consultée le 26 avril 2018.

ČESKÝ STATISTICKÝ ÚŘAD, 2017. *Gender: Demografie* [en ligne]. Voir de: https://www.czso.cz/csu/gender/4-gender_obyvateľstvo, page consultée le 24 mars 2017.

DĚDEK, H, 2018. *Brzobohatá: Samotný vzhled je málo, pokud tomu nedáte další rozměr* [en ligne]. Voir de: https://www.tyden.cz/rubriky/lide/ceske-celebrity/brzobohata-samotny-vzhled-je-malo-pokud-tomu-nedate-dalsi-rozmer_466795.html, page consultée le 26 avril 2018.

DENÍK, 2009. *Největší nadace rozdaly přes půl miliardy* [en ligne]. Voir de: https://www.denik.cz/z_domova/nejvetsi-nadace-rozdaly-pres-pul-miliardy20090409.html, page consultée le 12 février 2017.

DOBROZEMSKÝ, V. & STEJSKAL, J., 2016. *Nevýdělečné organizace v teorii*. 2. vydání editor Praha: Wolters Kluwer a.s. ISBN 978-80-7552-103-3.

ECOSOC, 2018. *The role of youth in building sustainable and resilient urban and rural communitie*. [en ligne]. Voir de: <https://www.un.org/ecosoc/en/events/2018/youth-forum>, page consultée le 26 avril 2018.

EPRAVO, 2017. *epravo* [en ligne]. Voir de: <https://www.epravo.cz/top/clanky/cirkve-a-nabozenske-spolecnosti-a-podminky-jejich-vzniku-18431.html>, page consultée le 24 novembre 2017.

EUROZPRÁVY, 2017. *Stát na důchodce kašle? Nová studie ukázala, jak bídně na tom senioři jsou* [en ligne]. Voir de: <http://domaci.eurozpravy.cz/duchody/194763-stat-na-duchodce-kasle-nova-studie-ukazala-jak-bidne-na-tom-seniori-jsou/>, page consultée le 26 avril 2018.

FACEBOOK/NADACE TAŤÁNY KUCHAROVÉ - KRÁSA POMOCI, 2008 [en ligne]. Voir de: <https://www.facebook.com/Krasapomoci/>, page consultée le 5. mai 2017.

HANZLOVÁ, R., 2018. *Důvěra k vybraným institucím veřejného života - březen 2018* [en ligne]. Voir de: <https://cvvm.soc.cas.cz/cz/tiskove-zpravy/politicke/politicke-ostatni/4584-duvera-k-vybranim-institucim-verejneho-zivota-brezen-2018>, page consultée le 9 avril 2018.

HANZLOVÁ, R., 2018. *Tiskový zpráva, důvěra k vybraným institucím veřejného života - březen 2018 [pdf]* [en ligne]. Voir de: [https://cvvm.soc.cas.cz/media/com_form2content/documents/c2/a4580/f9/po180405.\[pdf\]](https://cvvm.soc.cas.cz/media/com_form2content/documents/c2/a4580/f9/po180405.[pdf]), page consultée le 9 avril 2018.

HOLMAN, R., 2011. *Ekonomie*. 5. vydání editor Praha: C.H.Beck. ISBN 978-80-7400-006-5.

JETMAR, M., J. P. J. P., 2008. *Veřejná správa a finance veřejného sektoru - 3. vydání*. 3. vydání editor Praha: ASPI. ISBN 978-80-7357-351-5.

JUN, P., 2015a. *Daň z přidané hodnoty na vstupu* [en ligne]. Voir de: <http://www.ucetnictviproneziskovky.cz/dan-z-pridane-hodnoty-na-vstupu/>, page consultée le 9 avril 2018.

JUN, P., 2015b. *Vystavujete faktury? Dejte pozor na DPH!* [en ligne]. Voir de: <http://www.ucetnictviproneziskovky.cz/vystavujete-faktury-dejte-pozor-na-dph/>, page consultée le 9 Duben 2018.

KOSMAS, 2015. *Jan Stejskal* [en ligne]. Voir de: <https://www.kosmas.cz/autor/56687/jan-stejskal/>, page consultée le 5. mai 2017.

KRAFTOVÁ, I., 2002. *Finanční analýza municipální firmy* 1. vydání editor Praha: C.H. Beck. ISBN 80-7179-778-2.

KRÁSA POMOCI, 2008. *O nadaci* [en ligne]. Voir de: <https://www.krasapomoci.cz/o-nadaci/>, page consultée le 19 avril 2018.

KRÁSA POMOCI, 2016. *Stařešina do každé korporace* [en ligne]. Voir de: <https://www.staresina.cz/o-projektu/>, page consultée le 25 avril 2018.

KRÁSA POMOCI, 2017. *Výroční zpráva 2016* [en ligne]. Voir de: http://krasa-pomoci.atondesign.cz/wp-content/uploads/2017/07/vz_2016.pdf, page consultée le 24 avril 2018.

KRÁSA POMOCI, 2018. *Statut nadace* [en ligne]. Voir de: <http://www.krasapomoci.cz/wp-content/uploads/2018/03/Statut-Nadace-Kr%C3%A1sa-pomoci.pdf>, page consultée le 24 avril 2018

MAAYTOVÁ, A., PAVEL, J. & OCHRANA, F., 2015. *Veřejné finance v teorii*. 1. vydání editor Praha : Grada. ISBN 978-80-247-5561-8.

MACÁKOVÁ, L., 2007. *Mikroekonomie, základní kurs*. 10. vydání editor Slaný: Melandrium. ISBN 978-80-861-7538-6.

MINISTERSTVO FINANCÍ, 2018. *Výpis z veřejného rejstříku ARES - elektronický opis* [en ligne]. Voir de: http://www.info.mfcr.cz/cgi-bin/ares/darv_vreo.cgi?ico=28421434&jazyk=cz&xml=1, page consultée le 24 avril 2018.

MINISTERSTVO VNITRA ČESKÉ REPUBLIKY, 2014. *Občanské aktivity* [en ligne]. Voir de: <http://www.mvcr.cz/clanek/obcanske-aktivity-118893.aspx?q=Y2hudW09NQ%3D%3D>, page consultée le 9 avril 2018.

NEZISKOVKA ROKU, 2017. *Známe nejlepší neziskovy roku 2017* [en ligne]. Voir de: <https://www.neziskovkaroku.cz/novinky/zname-nejlepsi-neziskovky-roku-2017/?page=6>, page consultée le 18. avril 2018.

NEZISKOVKY, 2017. *Statistika počtu NNO 2014-2017* [en ligne]. Voir de: http://www.neziskovky.cz/data/Statistika%20po%C4%8Dtu%20nest%C3%A1tn%C3%ADch%20neziskov%C3%BDch%20organizac%C3%AD%202014_2016_duben2017txt16852.pdf, [pdf], page consultée le 5. mai 2017.

OCHRANA, F., PAVELI, J. & KOLEKTIV, V. L. a., 2010. *Veřejný sektor a veřejné finance*. 1. vydání editor Praha: Grada. ISBN 978-80-247-3228-2.

POMOC V DOMÁCNOSTI, 2015. *Neziskovky dneška* [en ligne]. Voir de: <https://pomocvdomacnosti.cz/neziskovky-dneska>, page consultée le 9 avril 2018.

REFLEX, 2018. *Stáří, mládí a Miss World Tatána Kuchařová znovu v OSN [Online]* [en ligne]. Voir de: <http://www.reflex.cz/clanek/fotogalerie/84837/stari-mladi-a-miss-world-tatana-kucharova-znovu-v-osn.html>, page consultée le 19 Duben 2018.

RŮŽIČKOVÁ MERLIČKOVÁ, R., 2011. *Neziskové organizace, vznik, účetnictví, daně*. 11. vydání editor Olomouc: Anag. ISBN 978-80-7263-675-4.

ŘEŽÁBEK, P., 2009. *Dopady finanční krize na podnikání v České republice* [en ligne]. Voir de: [https://www.cnb.cz/cs/verejnost/pro_media/konference_projevy/vystoupeni_projevy/download/rezabek_20090317_caki.\[pdf\]](https://www.cnb.cz/cs/verejnost/pro_media/konference_projevy/vystoupeni_projevy/download/rezabek_20090317_caki.[pdf]), page consultée le 26 avril 2018.

SCHAAD, M., 1998. *Neziskové organizace v ekonomické teorii*. 1. vydání editor Brno: Masarykova Univerzita. ISBN 80-210-1971-9.

SOUČEK, K., 2016. *Jak je to s dlouhodobou péčí o seniory v České republice? Kolik činí státní podpora na dlouhodobou péči?* [en ligne]. Voir de: <http://www.moudrysenior.cz/finance/jak-je-to-s-dlouhodobou-peci-o-seniory-v-ceske->

republice-kolik-cini-statni-podpora-na-dlouhodobou-peci#.Wt7ylohubIU, page consultée le 26 avril 2018.

STACHOVÁ, M., 2018. *Interview - Krása pomoci* [l'interview]. Voir de: l'annexe , page consultée le 5 avril 2018.

STEJSKAL, J., 2014. *Ekonomika neziskové organizace*. Praha: Junák - svaz skautů a skutek ČR. ISBN 978-80-7501-063-6.

STEJSKAL, J., KURVÍKOVÁ, H. & MAŤÁKOVÁ, K., 2012. *Neziskové organizace-vybrané problémy ekonomiky*. 1. vydání editor Praha: Wolters Kluwer ČR. ISBN 978-80-7357-973-9.

ŠEDIVÝ, M. & MEDLÍKOVÁ, O., 2011. *Úspěšná nezisková organizace*. 2. vydání editor Praha: Grada Publishing a.s. ISBN 978-80-247-4041-6.

ŠPALEK, J., 2011. *Veřejné statky, Teorie a experiment*. 1. vydání editor Praha: C. H. Beck. ISBN 978-80-7400-353-0.

TETŘEVOVÁ, L., 2008. *Veřejná ekonomie*. 1. vydání editor Příbram: Professional Publishing. ISBN 978-80-869-4679-5.

TOMAŠČÁKOVÁ, M., 2014. *Průvodce novým občanským zákoníkem pro NNO* [pdf] [en ligne]. Voir de: <http://www.anojmk.cz/sites/all/files/pravni-poradenstvi/pruvodce-novym-obcanskym-zakonikem-pro-nno-2014.pdf>, page consultée le 9 avril 2018.

ZÁHUMENSKÝ, D., 2015. *Nástrahy DPH u neziskovek* [en ligne]. Voir de: <https://www.davidzahumensky.cz/2015/09/25/nastrahy-dph-u-neziskovek/>, page consultée le 9. avril 2018.

Listes des graphiques

Le recherche n°1: La méfiance et la confiance dans la société entre les années 2003–2018,
(Hanzlová, 2018), p. 42

L'annexe

L'annexe^o1: L'interview avec la directrice de la fondation Krása pomoci

Interview - odpovídala Mgr. Michaela Stachová, ředitelka nadace Krása pomoci

1) Měli jste nějaké problémy (ekonomické, právní) při zakládání organizace? Pokud ano, jaké?

M.S: Nadační jmění je minimálně 500 000 Kč. To není lehké do začátku sehnat, ale jiné problémy jsme neměli. „Ekonomickým“ problémem byl taky trochu fakt, že jsme nadaci zakládali v roce 2008, tedy v době krize.

2) Jak přišla myšlenka založit organizaci, která se zabývá pomocí seniorům? Jaký byl prvotní impulz?

M.S: Taťána má dobrá vztah se svými prarodiči, na svých cestách v rámci mise Miss World si všímala, že se seniorům věnuje málo projektů, a nechali jsme si také zpracovat průzkum, kde se ukázalo, že toto téma je nejméně podporované.

3) Vnímali jste mezeru na trhu v této oblasti?

Ano.

4) Myslíte si, že stát i trh v této oblasti selhává? Pokud ano, v jakém směru konkrétně?

M.S: Neselhává ani tak trh, jako stát. Trh naopak reaguje na demografický vývoj, stát není tak flexibilní. Chybí služby domácí péče o seniory, nejsou kapacity ani v institucionální péči. Chybí služby pro lidi s demencí, chybí podpora domácích pečujících. Vznikají tedy soukromé instituce, ne státní, kde ale není regulovaná kvalita ani cena.

5) Existují překážky, které musíte stále překonávat? Překážky, které jsou v oblasti daní, účetnictví a celkově v ekonomickém odvětví.

M.S: Naše služba koordinátora péče vykryvá mezeru v registrovaných sociálních službách, zákon o sociálních službách ji zatím nezná, a tudíž na ni nemůže dostat žádnou dotaci. Poskytujeme ji klientům bezplatně a náklady hradíme čistě ze soukromých zdrojů – od firem nebo jednotlivců. To je docela překážka. Obecně pak být poskytovatelem sociálních služeb vyžaduje celkem náročnou administrativu.

6) Setkali jste se s nedůvěrou k Vaší organizaci? Můžete uvést konkrétní příklady?

M.S: V naší organizaci ani ne, spíš k zakladatelce Taťáně G. Brzobohaté. Cítili jsme předsudky vůči známé tváři, ale po 10ti letech práce už jsme je snad překonali.

7) V roce 2016 jste začali projekt Stařešina do každé korporace. Jak velký úspěch tato kampaň slaví? Můžete jmenovat alespoň 2 firmy, které se zapojují? Existují nějaké komplikace, které tuto kampaň provázeli?

M.S: Není to ani tak projekt, jako spíš osvětová kampaň, která byla úspěšná. Chtěli jsme na téma upozornit, ne si hrát na personální agenturu, na to nemáme kapacity. Komplikace ne, zvolili jsme záměrně provokativní téma, abychom zaujali. Chtěli jsme rozbít předsudky a otevřít tohle téma, což se podařilo, vzniká víc projektů s podobným cílem.

8) Rozšiřujete povědomí o Vaší organizace v zahraničí? Do jakých zemí? Daří se to úspěšně?

M.S: Naše práce je v ČR, ale téma stárnutí populace je společné pro celý globální Sever. Proto se účastníme akcí OSN, kde mluvíme o problematice stárnutí a od poloviny roku budeme členem globální sítě HelpAge, která sdružuje organizace pomáhající seniorům. Sdílení informací je pro nás důležité.

9) Jakou roli podle Vás hrajete v ekonomice?

M.S: Nedokážu odpovědět, jsme neziskovka. Obecně neziskový sektor doplňuje stát, dělá služby, na které stát nemá kapacity. Jako třetí noha doplňuje státní a soukromý sektor, bez něj by demokratický stát nefungoval.

10) Jakou roli podle Vás hrajete pro společnost?

M.S: Důležitou stejně jako ostatní neziskovky, viz. výše.

11) Říká Vám něco pojem černý pasažér? Nebo dilema vězně? Máte pocit, že jste těmto problémům předešli?

M.S: Nic mi to neříká.

12) Můžete krátce nastínit projekt, který jste plánovali a nevyšel? A z jakých důvodů?

M.S: Nevybavuji si projekt, který nevyšel. Spíš příprava některých trvá déle, protože na to nemáme tolik kapacit. To je obecně problém. Mám 4 sociální pracovnice a sebe – ředitelku. Já tedy dělám veškerý backoffice, nemám na nové projekty a akce prostě tolik času, takže všechno trvá.

13) Jak vás podle Vás vnímá společnost?

M.S: Snad dobře, nemáme žádné hejtry. ☺

14) Jaké další organizace s Vámi spolupracují a jak tato spolupráce vypadá?

M.S: Podporujeme neziskovky v rámci nadační podpory, spolupracujeme s dalšími proseniorskými organizacemi na společných tématech (Život 90, Ježíškova vnučata), sdílíme pozvánky na akce jiných organizací.

15) Jsou nějaké cíle do budoucna, kterých chcete dosáhnout?

M.S: Rozšířit naše služby po celé ČR a rozšířit nabídku našich služeb domácí péče

Annotation:

Nom de l'auteur: Kristýna Belejová

Faculté et département: Faculté des lettres, Département des Études romanes

Titre: Organisation sans but lucratif Krása pomoci et sa position dans l'économie et dans la société

Directeur du mémoire: Mgr. et Mgr. Martin Marek

Nombre de caractères: 146 766

Nombre d'annexe: 1

Nombre de titres de la littérature: 52

Mots clés: Les organisations sans but lucratif, la fondation, Krása pomoci, la défaillance du marché, la défaillance d'État, le secteur sans but lucratif, les seniors

Annotation: Ce mémoire s'oriente vers organisations sans but lucratif. Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre est focalisé sur les naissances, disparitions et sur les organes des organisations sans but lucratif individuelles. Le deuxième chapitre est focalisé sur les motivations et les problèmes des organisations sans but lucratif. Dans le dernier chapitre sont appliqués les connaissances théoriques à la fondation Krása pomoci.

Annotation en anglais

Author's name: Kristýna Belejová

Faculty and department: Faculty of Arts, the Department of Romance studies

Title: Non profit organisation Krása pomoci and its position in the economy and society

Thesis supervisor: Mgr. et Mgr. Martin Marek

Number of characters: 146 766

Number of annexe: 1

Number of titles of literature: 52

Key words: Non profit organization, the foundation Krása pomoci, failure of market, state failure, non profit sector, seniors

Abstract: This thesis focuses on non - profit organizations. This thesis is divided into three chapters. The first chapter focuses on formation, termination et on authorities of non profit organizations. The second chapter focuses on motivations and problems of non profit organizations. In the last chapter are applied the theoretical knowledge to the foundation Krása pomoci.